

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES

ASILES D'ALIÉNÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Samedi 23 Avril 1898 à 2 heures 1/2

PAR

JOSEPH DE CAGNY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. DUCROCO.

*Professeurs : { M. LE POITTEVIN.
M. BERTHÉLÉMY.*

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE
MARCHAL & BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

Maison principale, place Dauphine, 27

SUCCURSALE, RUE SOUFFLOT, 7

PARIS

1898

TOUS DROITS RÉSERVÉS

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES

ASILES D'ALIÉNÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Samedi 23 Avril 1898 à 2 heures 1/2

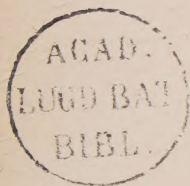
PAR

JOSEPH DE CAGNY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. DUCROCQ.

Professeurs : { M. LE POITTEVIN.
M. BERTHÉLÉMY.



IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE
MARCHAL & BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

Maison principale, place Dauphine, 27

SUCCURSALE, RUE SOUFFLOT, 7

PARIS

1898

TOUS DROITS RÉSERVÉS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552015_0023

A MON PÈRE

A MA MÈRE

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Bibliographie.....	1
Introduction.....	1
TITRE I.	
DES ÉTABLISSEMENTS DESTINÉS A LA GARDE ET AU TRAITEMENT DES ALIÉNÉS.....	3
HISTORIQUE.....	3
CHAPITRE I — DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ALIÉNÉS.....	
	9
SECTION I. — Régime actuel.....	
	9
§ I. Chaque département est tenu de pourvoir à la garde et au traitement de ses aliénés. C'est un devoir départemental d'assistance.....	9
§ II. Administration des établis- sements publics d'aliénés....	11
§ III. Les établissements publics constituent-ils des personnes civiles ?.....	15
§ IV. Etablissements publics d'a- liénés autres que les asiles dé- partementaux.....	22
§ V. Dépenses des asiles publics d'aliénés	23

SECTION II. — Réformes proposées à la législation actuelle des asiles publics d'alié- nés	
§ I. Tentatives faites depuis 1838 pour arriver à une réforme..	29
§ II. Réformes relatives à l'orga- nisation des asiles publics d'a- liénés. — Séparation des incu- rables, des épileptiques et des crétins. — Attribution au minis- tre de l'intérieur du droit d'ap- prouver les traités entre les dé- partements et les asiles d'alié- nés.....	34
§ III. Réformes relatives aux dépenses des asiles d'aliénés.	33
CHAPITRE II. — DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS CON- SACRÉS AUX ALIÉNÉS.....	
SECTION I. — Régime actuel.....	35
§ I. Le directeur. — Conditions nécessaires pour obtenir l'autori- sation de diriger ou de fonder un asile privé. — A qui doit être demandée cette autorisation....	36
§ II. Règlement du service des asiles privés.....	37
§ III. Cessation de fonctions du directeur et retrait d'emploi. — Le cautionnement. — Son usage. — Directeur provisoire..	38

SECTION II. — Réformes proposées à l'organisation actuelle des établissements privés. — Attribution au ministre de l'intérieur du droit d'autoriser leur fondation, et de nommer le directeur d'un asile privé quand il fait fonction d'asile public.....	41
CHAPITRE III. — SURVEILLANCE DU SERVICE DES ALIÉNÉS.....	43
SECTION I. — Régime actuel. — Les préfets, les inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'intérieur, les magistrats, les maires, les commissions de surveillance sont chargés de ce service.....	43
SECTION II. — Réformes proposées à la surveillance actuelle. — Commissions de surveillance. — Médecins-inspecteurs; curateurs. — Visites semestrielles du préfet. — Inspection générale annuelle. — Comité supérieur des aliénés. —	45
CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS SPÉCIALES AU SERVICE DES ALIÉNÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE.....	51
TITRE II.	
DES PLACEMENTS DANS LES ASILES D'ALIÉNÉS.	
CHAPITRE I. — ENTRÉE DANS L'ASILE.....	
SECTION I. — Régime actuel.....	53

§ I. Placements volontaires.....	54
1° Individualité du requérant.....	55
2° Individualité du malade.....	56
3° Certificat médical.....	56
4° Placements d'urgence.....	57
§ II. Placements d'office. — Pou- voir sexagérés du Préfet. — Regis- tre spécial à ces placements. — Communication de l'ordre de place- ment au Procureur de la Républi- que.....	59
SECTION II. — Réformes proposées pour l'entrée dans l'asile.....	61
§ I. Placements volontaires. — Visa du juge de paix, maire ou com- missaire de police. — Placements à l'Etranger. — Placements d'ur- gence.....	61
§ II. Placements d'office. Augmenta- tion des cas de placement d'office.	65
CHAPITRE II. — ADMISSION DÉFINITIVE ET SÉ- JOUR DU MALADE DANS L'A- SILE D'ALIÉNÉS.....	67
SECTION I. — Régime actuel.....	67
§ I. Admission définitive. — Re- gistre spécial. — Bulletin d'entrée. — Visite des délégués du préfet. — Notifications au procureur de la République. — Pénalités.....	67
§ II. — Séjour du malade dans l'asile d'aliénés. — Règlement du 20 mars 1857. Visite quoti- dienne du médecin, — Régime	

alimentaire et traitement réglés par le médecin. — Correspon- dance personnelle de l'aliéné....	71
SECTION II. — Réformes proposées pour l'admission définitive et le séjour dans l'asile.	
— L'autorité judiciaire substi- tuée à l'autorité administrative.	
— Abréviation des délais. —	
— Quartiers d'observation. —	
Restriction du pouvoir des préfets en matière de placements d'office.	74
CHAPITRE III. — SORTIE DE L'ASILE D'ALIÉNÉS.	
SECTION I. — Régime actuel.....	79
§ I. Malades placés « volontaire- ment ».....	79
A. Guérison ou décès.....	79
B. Sortie réclamée avant la gué- rison.....	80
§ II. Malades placés d'office. — Décision du Préfet.....	82
§ III. Recours judiciaire accordé à la personne placée, à son tuteur, au curateur, à tout parent, à tout ami au Procureur de la Répu- blique, à celui qui a provoqué le placement.....	82
SECTION II. — Réformes proposées pour la sortie de l'aliéné.— Faculté donnée à l'in- terné de demander lui-même sa sortie au tribunal par simple let- tre au Procureur de la Républi- que sans constitution d'avoué.— Faculté rendue à l'interdit et d'a-	

gir lui-même en justice pour l'obtenir comme son tuteur pour- rait le faire.....	83
— Droit d'appel retiré à l'interné dont la demande a été repoussée par le tribunal.....	
Sociétés de patronage des aliénés.	
Sorties provisoires.....	
Aperçu de quelques législations étrangères.....	88
CHAPITRE IV. — ALIÉNÉS CRIMINELS.....	93
TITRE III	
CONDITION JURIDIQUE DES ALIÉNÉS PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS OU PRIVÉS	
CHAPITRE I. — DES ALIÉNÉS INTERDITS OU POUR- VUS D'UN CONSEIL JUDICIAIRE	103
§ I. Recherches historiques sur la condition des aliénés.....	103
§ II Des aliénés interdits.....	106
§ III. Des aliénés pourvus d'un con- seil judiciaire.....	111
CHAPITRE II. — DES INDIVIDUS NON INTERDITS, NON POURVUS D'UN CONSEIL JUDICIAIRE PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ALIÉNÉS.	113
SECTION I. — Régime actuel.....	113
§ I. — Incapacité générale des aliénés.....	114
A. valeur des actes faits par un aliéné.....	114

B. Prescription de l'action en nullité.....	117
C. Droits de famille.....	118
I ^o Mariage de l'aliéné.....	118
II ^o Puissance maritale.....	120
1. La femme de l'aliéné non interdit peut-elle constituer à l'enfant du mariage une dot sur les biens de la communauté ?.....	120
2. La femme de l'aliéné non interdit peut-elle être habilitée à constituer une dot sur ses biens personnels ?.....	125
III ^o Puissance paternelle.....	128
D. Droits politiques.....	128
II. Mesures de protection édictées par la loi du 30 juin 1838 en faveur des aliénés non interdits.....	129
A Administrateur provisoire.....	129
a) Deux sortes d'administrateurs provisoires.....	129
b) Fonctions de l'administrateur provisoire.....	134
1 ^o Recouvrement des créances.....	135
2 ^o Aliénation des valeurs mobilières.....	136
3 ^o Inventaires, partages, liquidations.....	137
c) Où doivent être faites les significations adressées à l'aliéné.....	140
d) Garantie accordée à l'aliéné sur les biens de son administrateur provisoire.....	143
e) Comment prennent fin les pou-	

voirs de l'administrateur provisoire.....	148
B. Mandataire <i>ad litem</i>	143
C. Notaire commis pour représenter l'aliéné dans les comptes, partages, inventaires.....	145
D. Le procureur de la République. — Son intervention dans les affaires concernant les aliénés...	146
E. Curateur à la personne.....	146
SECTION II. — Réformes proposées.....	149
§ I. Curateur, administrateur provisoire légal. — Il est donné un curateur même aux aliénés placés dans les établissements privés. — Pouvoirs étendus. — Remise périodique au Procureur de la République d'états de fortune de l'aliéné.....	149
§ II. Administrateur datif ou judiciaire nommé par le conseil de famille ou le tribunal. — Contrôle du curateur. — Assimilation presque totale de cet administrateur au tuteur de l'interdit, et des actes faits par l'aliéné en fermé à ceux de l'interdit.....	154
CONCLUSION.....	161



BIBLIOGRAPHIE

AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français.

D^r BAGRON. — Aliénés et asiles d'aliénés.

ERNEST BERTRAND. — Société de législation comparée. Procès verbaux de la commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans la loi du 30 juin 1838 (Paris 1872).

D^r CALMEIL. — De la folie depuis la Renaissance des sciences en Europe jusqu'au xix^e siècle.

CH. CONSTANT. — Des aliénés criminels (Paris 1897).

DE CRISENOY. — Revue générale d'administration (janvier 1882). — La loi concernant les aliénés.

DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence; v^o Aliénés, Interdiction.

— Supplément à ce répertoire. v^o Aliénés, Interdiction.

DEMOLOMBE. — Cours de code Napoléon (3^e édition).

DICTIONNAIRE des sciences médicales, v^o Folie.

DUCROCQ. — Cours de droit administratif (6^e édition).

DURIEU ET ROCHE. — Répertoire de l'administration et de la comptabilité des établissements de bienfaisance.

ESQUIROL. — Rapports sur les établissements consacrés aux aliénés en France et sur les moyens de les améliorer (1817).

— Examen du projet de loi sur les aliénés (1838).

- Dr FALRET. — Maladies mentales et asiles d'aliénés.
- FODÉRÉ. — Traité du délire.
- Dr FOVILLE. — Rapport sur la législation relative aux aliénés en Angleterre (1884).
- FUSIER (René). — Les aliénés, capacité juridique et liberté individuelle.
- HUC. — Des aliénés et de leur capacité civile.
- Dr LUYS. — Les projets de réforme relatifs à la législation des aliénés.
- Dr MOTET. — Procès-verbaux du Congrès international de médecine légale. (Paris 1889).
- ROUSSEAU ET LAISNEY. — Dictionnaire de procédure, Recueil périodique.
- THÉOPHILE ROUSSEL. — Rapport au nom de la Commission du Sénat chargée d'examiner le projet de loi portant revision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (1884).
- — — Notes et documents concernant la législation Française et les législations étrangères sur les aliénés (1884).
- SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE. — Annaires de législation étrangère.
-

DES

ASILES D'ALIÉNÉS

INTRODUCTION

Dans cette étude que nous entreprenons sous le titre général « des asiles d'aliénés », laissant de côté le domaine purement médical de la question, nous envisagerons notre sujet à un double point de vue : dans un premier titre, nous nous occuperons de l'établissement lui-même, de l'asile proprement dit, réservant pour les titres suivants l'examen du placement et de la condition juridique de l'aliéné interdit ou non interdit qui s'y trouve enfermé et soigné. Sur ce dernier point qui constituera comme une seconde partie de notre travail, nous nous occuperons plus spécialement de l'aliéné non interdit, passant rapidement sur la condition de l'interdit nettement définie par le code civil, dont les termes précis laissent peu de place à la controverse.

TITRE I

Des établissements destinés
à la garde et au traitement des aliénés

HISTORIQUE

Sans nous attacher à l'état et à la condition des aliénés dans l'ancienne France, point sur lequel nous reviendrons en traitant des aliénés eux-mêmes, si nous recherchons l'origine des établissements dans lesquels ils sont soignés, nous voyons qu'il ne faut pas remonter bien haut dans notre histoire pour retrouver les premières institutions de ce genre.

Au moyen âge les fous considérés, comme possédés, sorciers et démoniaques, ne voyaient s'ouvrir devant eux aucun asile qui abritât leur vie sans cesse menacée par le bûcher : l'ignorance de cette époque ne voyait que la réprobation de Dieu et la possession du diable dans une triste maladie dont le seul traitement était alors la pratique des exorcismes et des autodafés.

Cependant quelques tentatives furent faites dès le VII^e siècle par Saint-Isidore, et continuées plus tard par un certain nombre de théologiens et de médecins pour dégager cette idée que la folie n'est pas un crime qu'il faut réprimer, mais une maladie qu'il faut soigner et guérir.

Les fous furieux étaient attachés et gardés à vue dans leurs maisons; les autres restaient libres, constituant pour la société un véritable danger, et ne recevant d'autres soins que ceux de quelques ecclésiastiques qui assumaient la lourde tâche de soigner les fous (1), c'est d'ailleurs chez ces religieux, moines ou séculiers, que l'on trouve la première trace d'asiles d'aliénés. Ces asiles ne recevaient aucune subvention, étaient absolument privés et ne vivaient que du maigre revenu fourni par les malades.

Le premier établissement ayant un caractère public s'ouvrit à Marseille au commencement du XVII^e siècle. La municipalité de cette ville ordonna que les fous seraient enfermés hors la ville dans une maison de lépreux, la maison de Saint-Lazare: mais on ne peut encore voir là qu'une mesure de répression contre les aliénés et de sécurité pour les habitants de la ville; cette mesure était depuis longtemps réclamée par ceux-ci pour se

1. Fodéré. — Traité du délire, T. I.

protéger contre les fous furieux qui erraient dans les rues : les malheureux malades étaient soumis dans cet établissement au régime le plus dur, à peine nourris, enfermés dans des cellules étroites et malpropres.

Au contraire, l'hospice des Pénitents noirs qui s'ouvre en Avignon à la même époque, marque un grand progrès dans la voie de la véritable notion de cette maladie.

Un autre pays nous avait devancés : dès 1555 nous voyons à Bedlam, en Angleterre, s'ouvrir pour le traitement des aliénés, un hospice public où l'on fait une distinction entre les fous guérissables et les incurables : les premiers, soignés pendant une année, étaient renvoyés après ce temps, s'il ne se produisait aucun symptôme d'amélioration dans leur état. Pour les incurables au contraire, il n'était plus question de traitement, et le régime fort dur de l'hospice de Bedlam n'était plus adouci pour eux par aucune tentative de guérison.

Nous avons vu qu'au commencement du xvii^e siècle, s'était ouvert à Marseille un véritable hospice public d'aliénés ; à partir de cette époque, des hospices ouvrent, un peu dans toute la France, des quartiers séparés pour recueillir les aliénés ; mais l'arrêt rendu en 1660 par le Parlement de Paris et ordonnant l'admission des fous à

l'Hôtel-Dieu, n'est encore qu'une mesure de protection pour la sécurité publique.

Cependant, au XVIII^e siècle, une réaction commence à se produire dans les esprits, réaction qui, en 1775, aboutit à une ordonnance de Louis XVI relative au traitement des aliénés dans les asiles publics. L'Académie s'inquiète de cette question et une commission nommée par elle, s'occupe des réformes à introduire dans ce traitement.

La Révolution n'apporte pas à cet état de choses de réforme radicale (1). Elle se contente d'établir la notion véritable de l'aliénation mentale, notion dont les principes, nous l'avons vu, avaient déjà été posés par quelques esprits éclairés : l'aliéné est un malade, ce n'est pas un criminel. La loi du 27 mars 1790 décide qu'il ne sera plus jeté dans une prison, mais soigné dans un asile : d'ailleurs, si le principe est beau, la réalité reste toujours aussi cruelle pour le malade : sa cellule n'a fait que changer de nom.

La loi du 24 août 1790 et celle du 22 juillet 1791 ne sont que des mesures de protection contre les insensés et les furieux laissés en liberté.

Le code civil ne fait rien pour remédier à cet état de choses et pourtant, à cette époque, l'opinion

(1) Esquirol. Rapport présenté au ministre de l'intérieur en 1817.

publique réclamait une réforme nécessaire ; quelques médecins, Pinel à Bicêtre, Daquin à Chambéry, s'appliquaient dans leurs établissements, à mettre en pratique le principe posé par la Constituante ; mais ce n'étaient là que des efforts isolés.

En 1819, le gouvernement tenta, dans une instruction adressée aux préfets, de réaliser ces réformes attendues depuis si longtemps ; ses efforts échouèrent presque totalement : une loi eût été nécessaire, qui lui donnât les fonds et les moyens de surveillance indispensables pour mener à bien une si louable entreprise.

Cette loi attendue et préparée par les théories d'Esquirol (1), de Fodéré et de Pariset continuateurs de l'œuvre de Pinel, ne fut pourtant votée que beaucoup plus tard. Le projet de loi, élaboré par le Conseil d'Etat, fut présenté à la Chambre des députés le 6 juin 1837 par M. de Gasparin, ministre de l'intérieur ; et après de longues discussions, fut promulguée la loi du 30 juin 1838 qui règle encore actuellement le régime des aliénés en France.

La loi du 30 juin 1838 a été complétée par une ordonnance royale du 18 décembre 1839 qui en régleme l'application ; par les décrets du 25 no-

(1) Esquirol. Des établissements consacrés aux aliénés en France et des moyens de les améliorer (rapport de 1817).

vembre 1848 et du 15 janvier 1852; et par un règlement du 20 mars 1857 sur le service intérieur des asiles.

Sans nous arrêter aux débats longs et difficiles qu'a provoqués dans les deux chambres la discussion de cette loi, nous allons en étudier maintenant les dispositions consacrées aux établissements d'aliénés en eux-mêmes, continuant ainsi ce qui fait la matière de notre premier chapitre, et réservant pour les chapitres ultérieurs les recherches sur l'ancienne condition et sur l'état actuel des aliénés qui y sont enfermés.

CHAPITRE I

Des établissements publics d'aliénés.

SECTION I

Régime actuel

§ I. — *Chaque département est tenu de pourvoir à la garde et au traitement de ses aliénés.*

L'aliénation mentale, « altération de la faculté pensante, subversion des affections morales, » (1), se présente sous les aspects les plus différents, depuis l'idiotie et la crétinisme, formes inoffensives de cette maladie, jusqu'à la fureur la plus dangereuse. La société a le devoir de procurer à ceux dont la maladie se présente sous le premier aspect les moyens les plus efficaces pour obtenir un soulagement, sinon la guérison ; pour empêcher les autres, les furieux, de nuire à leurs concitoyens.

La loi de 1838 a mis à la charge des départements le soin de remplir ce devoir.

(1) Dictionnaire des sciences médicales. — Folie, p. 154.

La loi du 30 juin 1838 distingue deux sortes d'asiles pour le traitement des aliénés ;

1° Les établissements publics, placés sous la direction de l'autorité publique.

2° Les établissements privés, placés sous la surveillance de l'autorité publique.

Chaque département est tenu d'avoir un établissement public spécialement réservé à cet usage. Si un département ne veut pas à lui seul assumer la dépense d'un établissement, il peut s'associer avec un ou plusieurs autres départements ou bien traiter avec un établissement public d'un autre département, ou encore avec un établissement privé de son propre ressort. Le soin des aliénés est donc absolument un *devoir d'assistance départementale*.

La loi de 1838 a voulu pourvoir de la façon la plus large à la triste nécessité que lui imposait la fréquence de l'aliénation mentale, en créant des établissements spéciaux en grand nombre et, comme nous le verrons dans la suite, en facilitant l'accès, en préservant à la fois la société contre les séquestrations et les internements arbitraires ou, à l'inverse, contre le péril que pourrait lui faire courir la liberté laissée à un individu atteint d'une folie dangereuse.

Par la création des établissements publics, la loi de 1838 impose aux départements l'obligation d'assurer aux aliénés tous les moyens de guérison ou

tout au moins de traitement et de soulagement dont est capable la médecine moderne.

Sur la manière dont le département doit s'acquitter de cette charge, le conseil général est, d'ailleurs, le souverain maître : il a même le droit, lorsque le département possède un établissement qui lui est propre, de désaffecter cet établissement pour traiter avec un département voisin ou un asile privé. Les traités passés entre les départements et les asiles publics ou privés, doivent être approuvés par les conseils généraux, disposition nouvelle de la loi du 18 juillet 1866 reproduite dans l'article 46 de la loi du 10 août 1871 et modifiant l'article 1 de la loi de 1838 et le décret du 25 mars 1852 qui attribuaient ce pouvoir l'un au ministre de l'intérieur, l'autre aux préfets.

D'ailleurs ces traités doivent être d'une courte durée; la circulaire ministérielle du 4 août 1866 recommande aux conseils généraux de laisser aux départements toute liberté pour changer le mode de placement de leurs aliénés, en y introduisant une clause de résiliation.

§ II. — *Administration des établissements publics d'aliénés.*

Les établissements publics, placés sous la direction de l'autorité publique, sont régis par des règlements soumis à l'approbation du ministre de

l'intérieur : c'est l'administration qui règle tout ce qui intéresse l'ordre public et la police générale, laissant aux conseils généraux les questions de recettes et de dépenses (1). Cette matière est régie par l'ordonnance du 18 décembre 1839; mais cette ordonnance n'est applicable ni à la maison nationale de Charenton, régie par une ordonnance du 21 février 1841, ni aux quartiers d'hospices affectés aux aliénés. Nous parlerons de ces cas particuliers à la fin de notre section.

A la tête de chaque établissement public se trouvent deux autorités distinctes dont nous allons étudier successivement les pouvoirs : un *directeur*, qui a l'autorité exécutive, une *commission de surveillance* dont le rôle est simplement consultatif. Un règlement du 20 mars 1857 a complété sur le service intérieur des asiles d'aliénés, l'ordonnance de 1839.

1° Le *directeur*, chargé de l'administration de l'établissement et de la gestion de ses biens et revenus, est nommé par le ministre de l'intérieur sur une liste à lui présentée par le préfet ou parmi d'anciens directeurs ayant déjà exercé leurs fonctions pendant trois ans dans d'autres établissements d'aliénés. Il tient les registres prescrits, prépare les budgets, vérifie la caisse, en un mot s'occupe de la direction et de la police intérieures des mala-

(1) Circulaire du 4 août 1866.

des et du personnel inférieur dont il est responsable.

2° *La Commission de surveillance* est nommée par le préfet : les membres qui la composent sont au nombre de cinq, mais, si les circonstances l'exigent, leur nombre peut être porté à sept et même à neuf ou onze lorsqu'une seule commission est appelée à exercer ses attributions sur plusieurs asiles d'aliénés (1). Ces membres sont renouvelés chaque année par cinquième, septième, neuvième ou onzième suivant leur nombre.

La Commission se réunit obligatoirement dans l'établissement même une fois par mois : le directeur et le médecin en chef assistent à ces réunions, mais leur voix est purement consultative. En outre, le préfet peut la convoquer en dehors de l'établissement toutes les fois qu'il en est besoin. La Commission nomme son président et son secrétaire et désigne celui de ses membres qui doit pendant l'année remplir les fonctions d'administrateur provisoire des biens des aliénés : elle donne son avis sur le régime, le budget, les comptes, etc.

3° Outre ces deux autorités supérieures, un établissement public comprend d'autres fonctionnaires :

Le *receveur*, soumis aux dispositions des lois relatives aux comptables publics, nommé par le préfet, et recevant un traitement fixe.

L'*économe* chargé de la réception et de la distri-

(1) Décret du 28 juillet 1879.

bution des fournitures, de la garde des magasins et du mobilier. Comme le receveur, il est soumis aux lois relatives aux comptables publics.

Les *employés subalternes* placés sous l'autorité du directeur.

Le *médecin en chef* nommé par le préfet, soumis aux obligations de la loi du 30 juin 1838; il règle le traitement des aliénés, leur régime; il les visite chaque jour; délivre seul les certificats exigés par la loi; rédige des observations individuelles sur chaque malade, un rapport semestriel, un compte rendu général du service médical. Il est tenu de résider dans l'établissement (1). Sous son autorité se trouvent ;

Un *médecin-adjoint* chargé de le seconder ou de le remplacer.

Un *pharmacien* nommé par le préfet.

Des *élèves internes* restant trois ans en exercice et nommés par le préfet.

Le service religieux des hospices d'aliénés est confié à un *aumônier* nommé par l'évêque sur une liste de trois candidats présentés par le préfet.

L'administration qui, nous venons de le voir, a la direction des asiles publics d'aliénés doit, pour assurer son autorité, exercer sur eux un contrôle et

(1) Le ministre de l'intérieur peut ordonner la réunion des fonctions de directeur et de médecin. (Ordonnance du 18 décembre 1839, art. 13.)

une surveillance qui doivent être les mêmes pour tous les établissements, publics ou privés : c'est là une question qui formera, à la fin de notre titre I, la matière d'un troisième chapitre.

§ III. — *Les établissements publics d'aliénés sont-ils des personnes civiles?*

Il est une question capitale qui se présente naturellement à l'esprit après l'étude des diverses autorités qui régissent les établissements publics d'aliénés, question de savoir qui doit représenter ces asiles en contractant et en plaidant ; c'est nous amener à rechercher si ces établissements sont dotés d'une personnalité civile distincte de celle du département.

Tout d'abord, il est un asile public d'aliénés pour lequel la question ne se pose pas : c'est la maison de Charenton, établissement général de bienfaisance qui peut « acquérir, aliéner, posséder suivant les règles tracées pour les hospices. (Ordonnance du 21 février 1841.) » (1).

En dehors de ce cas spécial, si nous revenons aux asiles départementaux, nous voyons qu'aucune règle n'a été posée, du moins nettement, ni par la loi du 30 juin 1838, ni par l'ordonnance du 18 décembre 1839.

(1) M^e Th. Ducrocq. *Droit administratif*, 6^e édition, chapitre II, section, VII, n^o 1565.

Sur cette importante question, la doctrine et la jurisprudence se trouvent généralement d'accord ; l'opinion admise par cette dernière et la majorité des auteurs est qu'il faut considérer les asiles publics d'aliénés comme des établissements départementaux. n'ayant pas, par conséquent, de personnalité civile distincte de celle des départements ; ce sont les départements qui font les acquisitions, les aliénations, les adjudications de travaux et de fournitures ; qui plaident, qui acceptent les libéralités, les conseils généraux, statuant définitivement sur tous ces points (1).

En face de cette théorie, s'en est pourtant élevée une autre qui n'hésite pas à reconnaître aux asiles publics la qualité de personnes morales. Nous étudierons successivement chacune de ces opinions :

1° Les asiles publics d'aliénés, dit-on d'une part, sont de simples établissements départementaux, des maisons de charité pouvant être supprimées par délibération des conseils généraux ; les directeurs sont incapables de représenter les asiles parce que l'ordonnance du 18 décembre 1839 limite leurs attributions à l'administration intérieure des établissements et à la gestion des biens et revenus ; ces asiles reçoivent des départements une subvention qui les fait vivre. D'ailleurs l'ordonnance du 18 dé-

(1) Loi du 10 août 1871, art. 46.

cembre 1839 a voulu distinguer nettement les asiles publics d'aliénés des autres établissements de bienfaisance, en remplaçant les commissions administratives par un directeur assisté d'une commission de surveillance et dont les pouvoirs sont limités à l'administration intérieure et à la gestion des biens et revenus ; ce directeur est placé sous l'autorité directe du pouvoir central. (Ministre de l'intérieur et préfet.)

De plus, le conseil d'Etat (1) a déclaré les directeurs incapables de représenter les asiles dans les actes de la vie civile ; une circulaire ministérielle du 30 avril 1845 pose en règle que les préfets ont seuls qualité pour ces actes, réglementation que reproduit une instruction générale de 1859, et dont s'est inspiré le ministre de l'Intérieur quand, le 1^{er} septembre 1877, il a déclaré, dans une lettre adressée au préfet de l'Yonne, que les asiles départementaux d'aliénés sont privés d'existence civile.

Enfin, le 11 juillet 1890, le conseil d'Etat déclare qu'un asile autonome d'aliénés reconnu comme établissement public, est valablement représenté dans une instance judiciaire par son directeur autorisé par la commission administrative : d'où il résulte, *a contrario*, qu'un simple asile départemental n'a pas la même capacité.

(1) Conseil d'Etat, 6 avril 1842.

En résumé, c'est le préfet *qui représente le département* et par conséquent les asiles départementaux d'aliénés dans les instances judiciaires et pour tout ce qui concerne les acquisitions, les acceptations de libéralités et les aliénations, dans les formes et suivant les règles prescrites (1).

D'ailleurs cette solution n'empêche pas de reconnaître que les asiles publics d'aliénés, s'ils ne sont pas dotés d'une personnalité civile distincte de celle du département, ont cependant, comme le disent certains auteurs, une sorte de « personnalité financière », avec un budget spécial qui ne se confond pas avec celui du département; c'est la reconnaissance de ce fait certain que les établissements départementaux d'aliénés ont un régime financier spécial, mais la reconnaissance de ce fait n'implique pas nécessairement celle d'une personnalité civile distincte, pas plus d'ailleurs que le budget spécial à chaque ministère n'entraîne comme conséquence une personnalité civile distincte pour chacun d'eux.

2° Tout d'abord, dit-on dans la seconde opinion, les asiles publics départementaux ont reçu de l'ordonnance du 18 décembre 1839 tous les attributs des établissements publics, avec ces deux seules différences que :

a) Les commissions administratives sont rem-

(1) Loi du 10 août 1871, art. 46.

placées par un directeur assisté d'une commission de surveillance, mesure exigée par la difficulté d'un service qui nécessite la présence continuelle de l'autorité dirigeante.

b) Le directeur administre sous l'autorité du pouvoir central (ministre de l'intérieur, préfet), mesure exigée par l'intérêt public qui, en cette matière si délicate, veut que rien ne soit laissé à l'arbitraire.

Cette ordonnance de 1839, pas plus d'ailleurs que la loi du 30 juin 1838, ne déclare pas formellement que ces asiles, contrairement aux hôpitaux et hospices, sont dépourvus de la personnalité civile : tous les établissements qui présentent un intérêt public et général suivent les mêmes lois : les moindres bureaux de bienfaisance ont cette personnalité civile que l'on veut refuser aux asiles publics d'aliénés.

Les partisans du premier système reconnaissent, nous l'avons vu, aux asiles publics d'aliénés ce qu'ils appellent une « personnalité financière ». Est-ce là une concession au système que nous développons maintenant? Non, car il n'existe pas de « personnalité financière » ; ce qui existe, ce sont certains établissements, certaines administrations doués d'une caisse et d'un budget spéciaux, mais ils ne sont pas pour cela doués de la seule personnalité que reconnaisse notre droit, la personnalité civile. Voyons si les asiles publics d'aliénés ont

outre leur caisse, leur budget et leurs ressources, un droit de propriété et un droit d'acquérir. Ces asiles sont entretenus par le département, mais ce ne sont là que des *subventions* figurant à ce titre dans les budgets départementaux et ne formant qu'un contingent de leurs recettes à côté du contingent fourni par les communes, les départements étrangers, les familles et les pensionnaires : car il ne faut pas oublier que si ces établissements reçoivent les aliénés indigents, ils admettent aussi ceux qui peuvent payer pension.

Les receveurs de ces établissements sont payés par l'asile et, comme les comptables publics, placés sous la surveillance des receveurs des finances.

Le droit de propriété, on ne saurait le refuser aux asiles publics d'aliénés, puisqu'ils peuvent posséder des rentes sur l'Etat (1). Ils ont une action contre le département pour l'entretien des aliénés indigents. De plus un arrêt du conseil d'Etat, à la date du 23 mars 1880, en déclarant que le conseil général commet un excès de pouvoir en affectant les excédents de recettes d'un asile d'aliénés à des dépenses autres que celles de ces asiles, semble affirmer nettement cette personnalité civile.

Enfin, l'ordonnance du 18 décembre 1839, art. 16, « les lois et règlements relatifs à l'administration

(1) Modèle officiel du budget, art. 1, Recettes.

générale des hospices et établissements de bienfaisance, en ce qui concerne notamment l'ordre de leurs services financiers, la surveillance de la gestion du receveur, les formes de la comptabilité, sont applicables aux établissements publics d'aliénés en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent », semble apporter un argument de plus au second système.

Mais, si dissemblables que puissent, au premier abord, paraître ces deux systèmes, on pourrait, nous semble-t-il, arriver à les concilier de la manière suivante : l'asile public d'aliénés est une création du département, qui lui communique, dans la mesure de ses besoins, une partie distincte de sa personnalité; qui donc, alors représentera cette personne morale dans les actes de la vie civile? Ce ne sera pas le directeur à qui l'ordonnance de 1839 semble, en lui donnant seulement la gestion des biens et revenus, en refuser l'acquisition et la disposition; ce sera le préfet, agissant non plus comme représentant du département, mais comme représentant de l'asile public d'aliénés, démembrement de la personnalité civile départementale.

Ce sera donc le préfet qui plaidera et qui contractera (1^{er} système), mais au nom de l'asile même, et non du département (2^e système.)

En présence des deux théories énoncées, la pratique et la jurisprudence s'en sont tenues à la pre-

mière : dans l'état actuel des choses, c'est au conseil général qu'il appartient de statuer sur les actes de la vie civile départementale concernant les asiles publics d'aliénés, passés par le préfet, c'est aussi au conseil général qu'il appartient de statuer sur les recettes et dépenses de ces établissements, en un mot, c'est lui qui règle leur budget et approuve leurs comptes, (1).

§ IV. — *Établissements publics d'aliénés autres que les asiles départementaux.*

A côté des établissements départementaux, nous trouvons encore trois sortes d'asiles publics :

1° la maison nationale de Charenton, propriété de l'État, dont nous avons déjà dit quelques mots plus haut et qui est régie par l'ordonnance du 21 février 1841 sur les établissements généraux de bienfaisance.

2° Les asiles dits *autonomes*, absolument distincts du département et à qui le Conseil d'État a reconnu une personnalité civile propre en les déclarant valablement représentés dans une instance judiciaire par leurs directeurs autorisés de la commission administrative (2). Ces maisons,

(1) Loi du 18 juillet 1866, art. I. § 15.

Loi du 10 août 1871, art. 46, § 17.

(2) Conseil d'État : 3 décembre 1886.

id. 11 juillet 1890.

au nombre de sept, sont situées à Aix, Armentières, Bailleul, Bassens, Bordeaux, Cadillac et Marseille.

3° Les quartiers d'hospices affectés aux aliénés. Lorsque un département, pour se conformer aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1838, crée un asile d'aliénés, cette création ne supprime pas les quartiers d'hospices affectés à cet usage et existant déjà; elle n'empêche pas non plus l'ouverture de nouveaux quartiers de ce genre. Ces quartiers d'hospices sont dirigés par la commission administrative qui conserve sur eux les mêmes pouvoirs que sur le reste de l'établissement: cette commission nomme, avec l'approbation du préfet, un préposé responsable soumis aux obligations de la loi de 1838.

§ V. — *Dépenses des asiles publics d'aliénés.*

Cette matière est réglée par l'article 26 de la loi du 30 juin 1838, complété et modifié par le décret du 25 mars 1852, le décret du 13 avril 1861 et la loi du 10 août 1871.

C'est le conseil général qui statue sur le tarif des dépenses d'entretien et de traitement des aliénés enfermés dans les asiles publics. (1) Dans la pratique, se conformant à d'anciennes circulaires

(1) Loi du 18 juillet 1866, art. 4, § 5 et loi du 10 août 1871, art. 46, § 17, modifiant la loi du 30 juin 1838, art. 26, § 2 et les décrets du 25 mars 1852 tableau A § 21 et du 13 avril 1861.

ministérielles aujourd'hui abrogées, les conseils généraux prennent l'avis des directeurs et des commissions de surveillance.

Les prix de pension n'est pas uniquement fixé d'après les dépenses réelles faites pour l'entretien de l'aliéné, mais il est en outre légèrement majoré pour contribuer à couvrir les dépenses générales de construction et d'entretien de l'établissement.

Si le département ne possède pas d'asile qui lui soit propre, le prix de pension est réglé dans les traités passés avec les établissements qui lui assurent ce service.

Le prix de pension d'un aliéné placé dans un asile autonome est réglé par le préfet du département où cet asile est situé (loi du 30 juin 1838, art. 20; décrets de 1852 et 1861). Quand il s'agit d'aliénés placés dans les quartiers d'hospices, l'article 26 § 2 de la loi de 1838, non abrogé par les décrets de 1852 et de 1861, réserve au préfet la fixation du tarif. La jurisprudence décide cependant que, les quartiers étant administrés comme les hospices, les commissions ont le droit de régler ce tarif. S'il s'agissait d'un établissement privé avec qui le département aurait traité pour la garde et le traitement de ses aliénés, le prix de la pension en devrait être arrêté dans le traité passé entre le département et le directeur de cet asile.

Pour la maison nationale de Charenton, elle ne

reçoit pas d'aliénés indigents, la question ne peut donc pas se poser.

Nous venons de voir comment se règle le prix de pension des aliénés dans les établissements publics : reste à résoudre la question de contribution à ces dépenses.

C'est la loi du 30 juin 1838 qui détermine qui doit supporter définitivement les frais du service des aliénés : voici comment elle le fait.

1° Si l'aliéné n'est pas indigent, c'est lui qui supporte les dépenses faites pour lui et dans son intérêt.

2° Si l'aliéné n'a pas de ressources suffisantes pour supporter ces frais, ils tombent à la charge de ceux qui sont tenus envers lui de l'obligation alimentaire. Dans certains cas, cependant, le conseil général(1) peut dispenser l'aliéné et sa famille non indigents, de ces frais d'entretien ; sans que d'ailleurs les conséquences de cette mesure puissent en rien grever le budget de la commune de l'aliéné, au profit de celui du département (Conseil d'Etat, 23 février 1892).

Lorsque les personnes, à qui elles incombent, ne payent pas régulièrement ces indemnités de séjour, le recouvrement en est effectué, à la dili-

(1) Loi du 10 août 1871, art. 46, § 17, modifiant le § 22 des tableaux A annexés aux décrets du 25 mars 1852 et du 18 août 1851.

gence de l'administration de l'enregistrement et des domaines, mais seulement sur l'invitation du préfet.

3° Lorsque ni l'aliéné ni sa famille ne peuvent subvenir aux frais de son entretien dans un asile public, c'est au département auquel appartient cet aliéné qu'incombe cette charge, (loi du 30 juin 1838, art. 28, § 1); mais ces dépenses, obligatoires avant la loi du 18 juillet 1866, ont été rendues facultatives par cette loi, dont cette disposition n'a pas été abrogée par la loi du 10 août 1871. Le département supporte ces frais non seulement pour ceux qui ont leur domicile de secours dans sa circonscription, mais encore pour ceux qui sont recueillis sur son territoire.

D'après la loi du 24 vendémiaire an II, le domicile de secours se détermine de trois manières différentes :

A. — Par la naissance; c'est-à-dire que le domicile de secours se trouve au lieu du domicile civil de la mère au moment de la naissance; l'enfant conserve ce domicile de secours jusqu'à sa majorité.

B. — Par le séjour; c'est-à-dire par un séjour d'une année dans la commune; le domicile de secours d'un malade soigné dans un hospice n'est pas cependant la commune où est situé cet établissement, même si l'individu y a résidé plus d'un an :

c'est sa dernière résidence avant son entrée dans cet hospice. Mais on ne peut jamais être privé de domicile de secours; en effet on continue à dépendre de celui auquel on était antérieurement attaché tant que le séjour d'un an n'en a pas fait acquérir un autre.

C. — Par le seul fait de la résidence; cette disposition s'applique :

a) Aux soldats qui ont fait la guerre; le domicile de secours sera, pour eux, la commune où ils auront décidé de se fixer sans que le séjour d'une année soit exigé d'eux.

b) Aux vieillards, aux infirmes et aux malades; ils doivent être admis dans l'établissement le plus voisin en cette seule qualité et sans avoir à justifier d'autre chose.

Ces dispositions de la loi du 24 vendémiaire an II, toujours en vigueur, peuvent donner lieu à des contestations entre les départements pour la détermination du domicile de secours : elles doivent toujours être portées devant le ministre de l'intérieur (1).

4° Cependant dans le cas d'indigence de l'aliéné recueilli et de sa famille, ce n'est pas le département seul qui subvient aux dépenses d'entretien : la commune où l'aliéné a son domicile de secours

(1) Conseil d'Etat, 43 février 1885.

doit concourir à ces frais d'après les bases fixées par le conseil général, sur l'avis du préfet (1); ce concours n'est que subsidiaire, généralement calculé d'après le revenu de la commune, et fixé à la fin de chaque trimestre par arrêté préfectoral d'après la délibération du conseil général. Cette dépense de la commune est obligatoire. (Loi du 5 avril 1884, art. 136, § 10.)

5° En outre, certains hospices sont tenus à une indemnité pour les aliénés dont le traitement ou l'entretien étaient à leur charge et qui sont placés dans un établissement spécial d'aliénés. (Loi du 30 juin 1838, art. 28, § 2.). Ce sont :

a) Les hospices chargés de soigner des aliénés en vertu de donations ou legs;

b) Les hospices qui, avant la loi de 1838, subvenaient à l'entretien des aliénés, même sans qu'aucune donation spéciale y eût été affectée.

Dans le premier cas, cette contribution des hospices doit profiter à toutes les communes au profit desquelles la donation aurait été faite; dans le second cas, si l'hospice est grevé de cette charge par suite de l'usage antérieur à la loi de 1838, toutes les communes qui profitaient de cet usage, sont ainsi indemnisées par cette contribution des hospices.

(1) Loi du 30 juin 1838, art. 28, modifiée par la loi du 10 août 1871, art. 46. § 49.

La loi du 10 août 1871, reproduisant la disposition de la loi du 18 juillet 1866, donne au conseil général le droit de fixer définitivement cette indemnité, mais c'est le conseil de préfecture qui est compétent pour statuer sur les contestations qu'en pourrait soulever le règlement. (Loi du 30 juin 1838, art. 28, § 2.)

SECTION II

Réformes proposées à la législation actuelle des asiles publics d'aliénés

§ I. — *Recherches sur les tentatives faites depuis 1838 pour arriver à une réforme.*

La loi du 30 juin 1838, malgré le grand progrès qu'elle a marqué dans l'organisation des asiles d'aliénés en France, a-t-elle absolument atteint le but qu'elle se proposait « assurer la tranquillité sociale, garantir le repos et la paix des familles, faciliter la guérison des aliénés, tout en sauvegardant leur liberté et leurs intérêts pécuniaires ? » (1). C'est

(1) Aubry et Rau, *Droit civil*, tome III, n° 547.

ce que beaucoup d'auteurs ont nié : et, en effet, elle contient, dans ses détails certaines imperfections qui ont trouvé des adversaires acharnés.

Nous verrons dans chacun de nos chapitres quels sont, sur les matières qui y seront spécialement traitées, les reproches que l'on a adressés à la loi actuellement en vigueur, et par quels moyens on a proposé d'y remédier.

Un rapport du docteur Turk, à la date du 2 juillet 1867, une commission extra-parlementaire, nommée par décret du 12 février 1869, aboutirent le 21 mars 1870 à un projet de loi de MM. Gambetta et Magnin ; mais la guerre de 1870 interrompit tous ces travaux.

Après la guerre, la Société de législation comparée, rédigea un projet de loi qui fut présenté le 25 juillet 1872 à l'Assemblée nationale par MM. Théophile Roussel, Jozon et Albert Desjardins.

Plus tard, le Gouvernement présenta un projet de loi au Sénat le 25 novembre 1882. Le rapport de M. Théophile Roussel ayant été déposé le 20 mai 1884, on put croire que le projet de loi allait enfin aboutir : la proposition, discutée en novembre et décembre 1886, fut remise en délibération et votée par le Sénat en février et mars 1887.

Mais, à la Chambre, la texte adopté par le Sénat ne satisfait pas MM. Joseph Reinach et Lafont qui, le

21 novembre 1893, y déposèrent une nouvelle « proposition de loi sur le régime des aliénés ». Cette nouvelle proposition, tout en adoptant le fond du texte voté par le Sénat, le modifierait dans quelques détails.

Ce sont ces deux projets que nous étudierons dans chacun de nos chapitres comme réformes proposées à la loi du 30 juin 1838.

§ II. — *Réformes relatives à l'organisation des asiles publics d'aliénés.*

Le nouveau texte adopté par le Sénat apporterait une heureuse réforme à un fâcheux état de choses existant actuellement : il admet la nécessité d'une séparation entre les aliénés incurables, épileptiques, idiots, crétins et ceux que la science ne désespère pas de guérir ; les incurables seraient placés dans des colonies et des établissements spéciaux : cependant, tant qu'il ne serait pas pourvu à leur placement, ils pourraient continuer à être reçus dans les établissements ordinaires d'aliénés, le projet de MM. Reinach et Lafond précise davantage la nécessité et l'urgence de la création de ce service nouveau, en établissant dans les asiles publics deux quartiers annexes pour les épileptiques et les crétins, et en n'accordant aux départements qu'un délai de dix ans pour créer ces établissements ou quartiers spéciaux.

D'après le texte du Sénat, les traités passés entre plusieurs départements et entre les départements et les asiles publics ou privés devraient, à l'avenir, recevoir l'approbation du ministre de l'intérieur, de même que les règlements des établissements, publics ou privés : c'est là une véritable tentative de recentralisation basée sur cette idée que l'administration centrale doit être prise comme souveraine arbitre de ce grand service si délicat et si difficile puisqu'il intéresse la santé et la liberté individuelle d'un grand nombre de citoyens.

Les quartiers d'hospices affectés aux aliénés seraient, comme les établissements publics, placés sous l'autorité préfectorale; l'administration en serait pourtant laissée aux commissions administratives des hospices.

MM. Reinach et Lafont vont plus loin dans leurs idées de réforme : ils demandent que les départements, à défaut d'un établissement qui leur soit propre, ne puissent traiter qu'avec un asile public d'un autre département, à l'exclusion des asiles privés, et ne leur accordent qu'un délai de dix ans pour se conformer à ce nouveau régime.

C'est là, il nous semble, aller un peu loin : en effet, les établissements privés, soumis à la surveillance de l'autorité publique (surveillance que le nouveau projet de loi rendrait encore plus

étroite) (1), présentent toutes les garanties que l'on peut trouver dans les établissements publics au point de vue de la liberté individuelle et du traitement des malades ; les exclure du service public des aliénés serait en outre limiter beaucoup le choix d'un asile pour les départements qui en sont privés ; ce serait, par conséquent, leur rendre cette charge plus onéreuse encore.

D'après le projet de loi voté par le Sénat, les médecins-directeurs ou les médecins en chef, les médecins-adjoints des asiles publics et des quartiers d'hospice seraient nommés par le ministre de l'intérieur, les premiers d'après une liste du comité supérieur des aliénés, les seconds, d'après une liste dressée à la suite d'un concours public. (Art. 6 du projet.)

§ III. — *Réformes relatives aux dépenses des asiles d'aliénés.*

Le projet de loi voté au Sénat, dans son article 45, fixe les contributions aux dépenses de ce service pour les cas suivants :

Seraient payés par l'Etat :

- 1^o Les dépenses du comité supérieur des aliénés ;
- 2^o Les traitements et pensions de retraite des médecins-inspecteurs, médecins-directeurs, directeurs,

(1) Voir chapitre III, sections I et II.

médecins en chef, préposés responsables et médecins-adjoints des quartiers d'hospice, des médecins en chef et adjoints des établissements privés faisant fonction d'asile public. Toutefois, les établissements publics et les établissements privés faisant fonction d'asiles publics rembourseraient au Trésor la dépense correspondant aux traitements des fonctionnaires énumérés au 3° ci-dessus. (Art. 45 du projet.)

L'Etat ferait, en outre, l'avance de quelques autres frais, de déplacement et d'inspection par exemple.

L'article 42 du projet apporterait une solution nette et précise à une question controversée dont nous avons eu plus haut l'occasion de parler à propos des établissements publics : c'est celle de la personnalité civile de ces établissements : l'article 42 la leur refuse formellement en distinguant comme il le fait « les asiles de l'Etat et ceux qui constituent une personne civile » des « asiles départementaux ».

CHAPITRE II

Des établissements privés consacrés aux aliénés

SECTION II

Régime actuel.

Nous avons vu qu'à défaut d'établissement public qui lui soit propre, le département peut traiter avec l'asile public d'un département voisin ou avec un établissement privé, d'un autre côté les familles peuvent traiter de gré à gré avec le directeur d'un établissement privé pour la garde et le traitement d'un aliéné : c'est de ces établissements privés que nous allons nous occuper maintenant en examinant les dispositions des articles 5 et 6 de la loi du 30 juin 1838 et du titre II de l'ordonnance du 18 décembre 1839 qui en déterminent les conditions d'ouverture et de fonctionnement.

La loi, qui confie à l'Administration la surveillance de ces maisons de santé, a voulu entourer leur création et leur existence de toutes les précautions nécessaires pour garantir et sauvegarder la li-

berté individuelle des malades qui y sont traités et leur assurer le meilleur traitement possible; ces précautions portent :

1° Sur le choix du directeur;

2° Sur la disposition hygiénique et économique de l'asile ainsi que sur le règlement du service intérieur;

3° Sur les mesures à prendre dans le cas où le directeur cesserait ses fonctions ou viendrait à se les voir retirer par suite de quelque faute.

§ I. — *Le directeur.*

Pour fonder ou diriger un établissement privé, le requérant doit adresser au préfet (1) sa demande accompagnée de pièces justifiant :

a) Qu'il est majeur et exerce ses droits civils;

b) Qu'il est de bonne vie et mœurs;

c) Qu'il est docteur en médecine, ou sinon qu'il présente un médecin se chargeant du service médical et se soumettant aux obligations de cette fonction : ce médecin doit être agréé par le préfet qui peut toujours d'ailleurs le révoquer avec l'approbation du ministre de l'intérieur. Les femmes ne sont

(1) L'article 5, § 1, de la loi du 30 juin 1838, qui exigeait l'autorisation du gouvernement, a été modifié par les décrets du 25 mars 1852 et du 13 avril 1861 qui donnent ce pouvoir au préfet.

pas exclues du droit d'ouvrir ou de diriger un établissement privé consacré aux aliénés, pourvu qu'elles remplissent les conditions que nous venons d'énoncer et qui sont exigées par l'ordonnance du 18 décembre 1839 dans ses articles 17, 18 et 19.

§ II. — *Règlement du service des asiles privés.*

Le requérant doit, dans sa demande, indiquer le nombre et le sexe des pensionnaires qu'il recevra, déclarer en outre si son établissement est appelé à recevoir d'autres malades que des aliénés, auquel cas les deux catégories de malades devraient être complètement séparées, ce dont le requérant justifiera par la production du plan de l'établissement; il devra, de plus, justifier :

Que l'établissement réunit toutes les conditions d'hygiène nécessaires aux bons soins et à la guérison des aliénés ;

Que le service intérieur sera bien réglé; à ce sujet il devra soumettre au préfet le règlement de sa maison tant au point de vue du régime et des bonnes mœurs que de la surveillance et de la sûreté des personnes. Toutes ces conditions sont exigées par les articles 20, 21, 22, 23 de l'ordonnance du 18 décembre 1839. Le directeur doit résider dans son établissement, ainsi que le médecin s'il ne cumule pas ces deux fonctions. Le préfet peut autori-

ser le directeur à augmenter le nombre de ses pensionnaires, si celui-ci justifie que les bâtiments de sa maison sont assez grands pour recevoir un plus grand nombre de malades.

§ III. — *Cessation de fonctions du directeur et retrait d'autorisation.*

Quand le directeur d'un établissement privé s'est, par l'une des causes que nous allons examiner, mis dans l'impossibilité de continuer ses fonctions, l'ordonnance de 1839 a pris les précautions nécessaires pour que les malades soignés dans sa maison n'en souffrent en rien. En effet ;

« Tout directeur d'un établissement privé, consacré au traitement des aliénés, devra, avant d'entrer en fonctions, fournir un cautionnement » (art. 24). Ce cautionnement devait être fixé primitivement par l'*ordonnance royale* d'autorisation, mais le décret du 25 mars 1852 en a attribué la détermination au préfet lorsqu'elle lui a transféré le pouvoir d'accorder l'autorisation. Ce cautionnement, versé à la Caisse des dépôts et consignations, destiné aux besoins des pensionnaires, doit être proportionnel au nombre des malades et au prix de la pension qu'ils paient, et suffisant pour assurer leur entretien pendant un mois (1) dans les cas où l'autorisa-

(1) Circulaire ministérielle du 25 mars 1855.

tion est retirée au directeur ; ces cas, dont les articles 27 et 31 nous donnent une énumération non limitative, sont ceux où le directeur commet une infraction grave aux règles que nous venons d'examiner ; mais, en pratique, cette situation se produit surtout par la mort du directeur.

Si le directeur n'a pas usé de la faculté que lui donne l'article 27, de faire agréer à l'avance par l'Administration une personne remplissant les conditions voulues pour le remplacer provisoirement, le préfet constitue un régisseur provisoire qui dispose du cautionnement pour le service des aliénés : cependant les héritiers ou ayant cause du directeur pourront désigner dans les vingt-quatre heures un régisseur provisoire choisi par eux. Si, dans le délai d'un mois, les héritiers n'ont pas présenté un nouveau directeur définitif, l'établissement est fermé. (Art. 26, 27, 28.)

Le directeur qui contrevient soit aux dispositions de l'ordonnance de 1839, soit à l'art. 5 de la loi de 1838, encourt deux sortes de pénalités : 1° celles qu'édicte l'article 41 de la loi de 1838 (emprisonnement de cinq jours à un an et amende de 20 à 3,000 francs), 2° celles qui résultent de l'article 31 de l'ordonnance de 1839 :

a) le retrait d'autorisation, prononcé par un décret du Président de la République (art. 33).

b) La suspension provisoire du directeur, mesure

prise pendant l'instruction qui précède le retrait d'autorisation.

Le refus d'autorisation d'ouvrir un établissement privé, acte purement administratif, n'est pas susceptible d'un recours contentieux au Conseil d'Etat. Mais, si l'autorisation a été accordée, son retrait peut-il donner lieu à un recours contentieux ? la question est controversée. Certains auteurs, pensant que, dans ce cas, il existe un droit acquis au profit du directeur, lui accordent ce recours (1); d'autres, au contraire, estiment que le retrait, comme l'autorisation elle-même, n'est qu'un acte administratif, contre lequel il ne peut y avoir de recours contentieux.

Il importe de mentionner la disposition de l'article 34 de l'ordonnance du 18 décembre 1839 qui décide que : dans les asiles publics ou privés, les employés au service personnel des aliénés doivent être du même sexe que les malades auxquels ils donnent leurs soins.

(1) Dalloz J. G. S. Aliénés.

SECTION II

Réformes proposées à l'organisation actuelle des établissements privés.

En cette matière de l'organisation des établissements privés, peu de changements adoptés par le Sénat : il nous faut pourtant signaler l'attribution au gouvernement central par le projet de loi, du droit d'autoriser la fondation des établissements privés : ce serait là un retour aux dispositions de la loi du 30 juin 1838 que les décrets de 1852 et de 1861 avaient modifiées sur ce point (1), retour basé sur cette idée dont nous avons déjà eu l'occasion de parler que la garantie de la bonne organisation de ce service serait plus grande, venant du gouvernement central lui-même.

Dans le cas où un asile privé ferait fonction d'asile public, la nomination du directeur appartiendrait au ministre de l'intérieur : cette réforme ne subsisterait d'ailleurs pas dans le projet de MM. Reinach et Lafont, puisque ce projet supprimerait la faculté laissée aux départements de traiter avec les établissements privés pour le soin de leurs aliénés.

En somme, le projet du Sénat n'a qu'un but, sur ce point : enlever aux préfets les pouvoirs d'autorisation et d'approbation pour les centraliser.

(1) Voir plus haut chapitre II, section I, § I.

CHAPITRE III

Surveillance du service des aliénés.

SECTION I

Régime actuel.

La loi de 1838, après avoir créé un service d'établissements publics et privés pour les aliénés, après avoir remplacé par une législation ferme et raisonnable l'arbitraire où se trouvait auparavant plongé ce régime si difficile, devait continuer son œuvre en assurant l'observation des prescriptions qu'elle avait si justement édictées : c'est ce qu'elle a fait, en organisant, dans son article 4, un système de surveillance de ces établissements.

Trois sortes de personnes sont appelées par la loi de 1838 à remplir cette mission de surveillance : 1° les préfets et les délégués des préfets ou du ministre de l'intérieur; 2° les magistrats; 3° les maires.

1° Les préfets sont chargés de visiter les asiles

publics ou privés situés dans leurs départements; ce droit doit être reconnu également aux sous-préfets, quoique à vrai dire, la loi ne le leur donne pas textuellement. Les préfets sont invités par circulaires du ministre de l'intérieur du 1^{er} août 1887 et du 15 mars 1890 à visiter personnellement les asiles au moins une fois par trimestre et à adresser au ministre un rapport sur chacune de leurs visites.

Un service d'inspecteurs généraux avait été créé en 1835 et réglementé à nouveau par le décret du 25 novembre 1848. Il avait été supprimé par un décret du 5 novembre 1879 : mais aujourd'hui un décret du 15 juin 1891 a étendu aux établissements d'aliénés publics ou privés le contrôle de l'inspection générale des établissements de bienfaisance. Ces inspecteurs généraux, nommés par décret sur la proposition du ministre et relevant directement de celui-ci, ont deux sortes d'attributions ; pendant leurs tournées ils doivent examiner la marche des services et l'exécution des lois et règlements et faire un rapport spécial sur chaque établissement. Dans l'intervalle de leurs tournées, ils s'assemblent en conseil et donnent leur avis sur les règlements intérieurs des asiles publics d'aliénés.

Cette surveillance exercée ainsi par des inspecteurs relevant d'un ministre dont ils reçoivent toujours les instructions, peut donc être considérée comme très efficace.

2° Les magistrats chargés de la surveillance des asiles d'aliénés sont le président du tribunal, le juge de paix, le procureur de la République. Mais pour ce dernier seul, un nombre fixe de visites est obligatoire : une fois par trimestre pour les établissements privés ; une fois par semestre pour les établissements publics.

3° Le maire de la commune où est situé l'établissement.

En outre, des mesures spéciales ont été prises pour la surveillance des établissements privés faisant fonction d'asiles publics : une circulaire du 15 juin 1860 les place sous le contrôle de commissions nommées comme les commissions de surveillance des établissements publics (1), mais qui n'en ont pas les attributions au point de vue de l'administration provisoire des biens des aliénés non interdits (2).

SECTION II

Réformes proposées à la surveillance actuelle

Nous venons de voir le système de surveillance organisé par la loi de 1838 ; il ne paraît plus suffisant

(1) Voir Chapitre I Section 1. § II.

(2) Voir Titre III.

aujourd'hui. Ce qu'on lui reproche surtout c'est son manque de précision, le soin de ce contrôle laissé à des personnes, les magistrats entre autres, dont les occupations sont trop nombreuses et trop variées pour qu'ils puissent l'exercer aussi utilement que des hommes de l'art. C'est ce qu'a bien vu le projet de loi et c'est ce à quoi il tend à remédier en créant :

1° Une commission de surveillance, dans chaque département, commission composée de 7 membres : 2 conseillers généraux, deux délégués du préfet, un juge du tribunal civil, un médecin-inspecteur, et le curateur nommé en exécution des articles 9 et 10 du projet de loi.

Le rôle de cette commission composée d'éléments si divers serait de :

a) Remplir les fonctions de conseil de famille auprès des personnes non interdites et non pourvues d'administrateur placés dans les établissements privés d'aliénés.

b) Surveiller le service de l'asile public départemental.

c) Contrôler dans les asiles privés faisant fonction d'asiles publics l'exécution des règlements et des traités passés avec les départements. Le projet de MM. Reinach et Lafont ferait disparaître cette troisième fonction des commissions de surveillance, puisqu'il supprimerait la faculté laissée aux dépar-

tements de traiter avec les établissements privés. (article 4 du projet).

2° Un inspecteur spécial, docteur en médecine, nommé dans chaque département par le ministre de l'intérieur : son rôle serait de surveiller, sous l'autorité du préfet, l'exécution de la loi et des règlements de contrôler les placements et de veiller aux sorties et à la protection des personnes. (Art. 9).

3° Un ou plusieurs curateurs à la personne, nommés par le ministre de l'intérieur,

4° L'obligation pour le préfet de visiter chaque semestre les établissements publics ou privés de son département, ce qui n'est pas exigé formellement de lui par la loi de 1838 : il y est seulement invité par des circulaires ministérielles de 1887 et de 1890. Le procureur de la République, de son côté devrait faire cette visite au moins une fois par trimestre, sans distinguer comme actuellement les établissements publics des établissements privés. D'ailleurs le président du tribunal, le juge de paix et le maire continueraient, comme aujourd'hui, à exercer de leur côté une surveillance active, visitant les asiles et recevant les réclamations, (article 11).

5° Un système d'inspection générale annuelle, dont l'organisation et le fonctionnement seraient réglés par un décret du Président de la République délibéré en Conseil d'État. Les inspecteurs seraient

nommés au concours sur titres parmi les personnes présentant les garanties de science et d'honorabilité exigées par l'article 12 du projet, (membres de l'Académie de médecine, professeurs à la Faculté de médecine etc...).

6° Enfin un *comité supérieur des aliénés* composé de membres dont l'article 13, donne l'énumération et pris au Conseil d'Etat, à la Cour de Cassation, à l'Académie de médecine, à la Faculté de médecine, aux ministères de la Justice et de l'Intérieur, auxquels seraient adjoints le Procureur général près la cour d'appel et les inspecteurs généraux du service des aliénés. Ce comité recevrait les communications des préfets et donnerait son avis sur toutes les questions importantes, (construction des asiles, traités passés par les départements pour le traitement des aliénés indigents, règlements particuliers, tarifs des prix de journée, autorisations à accorder aux asiles privés). Ce comité supérieur serait comme le couronnement de l'œuvre de recentralisation poursuivie par le projet de loi.

Ce système aurait l'avantage de préciser la surveillance administrative des asiles privés, d'assurer, en outre, pour tous les établissements, un contrôle d'autant plus efficace qu'il serait confié *en même temps* à des personnes ayant des aptitudes distinctes, embrassant tout ce qui peut

intéresser le service des aliénés. Mais c'est peut-être ce principe qui, poussé à l'excès, nuirait au bon résultat du système par la trop grande diversité des autorités surveillantes : c'est ce que l'avenir nous apprendra, car, telle qu'elle est, sur le papier, cette réforme semble par sa perfection rallier tous les suffrages.

Le projet de MM. Reinach et Lafont modifie en quelques points le texte adopté par le Sénat, sans que d'ailleurs, nous comprenions très bien l'utilité de ces changements : c'est ainsi qu'il supprime l'emploi du médecin-inspecteur, et ajoute au comité supérieur des aliénés deux membres du conseil supérieur de l'assistance publique, deux médecins en chef d'asiles publics et un médecin directeur d'asile privé, ces trois derniers élus par leurs confrères : c'est sans doute pour introduire dans ce comité un élément représentatif pratique à côté de l'élément plus théorique fourni par les autres membres. Cette dernière proposition ne peut qu'être approuvée.

CHAPITRE IV

Dispositions spéciales au service des aliénés dans le département de la Seine.

Le département de la Seine, centre d'une énorme population urbaine plus favorable au développement de l'aliénation mentale qu'une population rurale, a du prendre pour le soin de ses malades et l'application de la loi du 30 juin 1838, des mesures plus complètes et en même temps plus compliquées que les autres départements. Depuis cette loi, les aliénés ont continué à être reçus dans les hospices de Bicêtre et de la Salpêtrière ainsi que dans les asiles avec qui le département avait traité; mais la question des dépenses de ce service présentait pour son règlement des difficultés si nombreuses, qu'une décision ministérielle dut intervenir le 24 août 1846, pour les trancher : cette décision fixa la contribution à ces dépenses à 55 0/0 pour le département de la Seine et 45 0/0 pour la ville de Paris.

Mais le nombre des aliénés allait toujours croissant, et les établissements chargés de ce service devinrent insuffisants : l'asile Sainte-Anne fut

ouvert en 1867 : c'est dans cet asile que sont organisés l'enseignement de la science de l'aliénation mentale, et le bureau d'admission d'où les malades sont dirigés sur les asiles d'aliénés de : Bicêtre, la Salpêtrière, Ville-Evrard, Vaucluse et les différents établissements avec lesquels des traités ont été passés.

Ce qu'il y a de particulier pour l'organisation de ces maisons départementales, c'est que le règlement d'administration publique du 18 août 1874, s'il a placé un directeur à la tête de chacune d'elles, n'a créé, pour tout le département, qu'une seule commission spéciale de surveillance; cette commission est composée de onze membres dont deux sont renouvelés chaque année.

Ce règlement a mis fin à des difficultés et des contestations sans nombre qui s'étaient élevées entre le conseil général et l'assistance publique.

TITRE II

Des placements dans les asiles d'aliénés

CHAPITRE I

Entrée dans l'asile

SECTION I

Régime actuel.

Après avoir vu l'organisation et le règlement des établissements d'aliénés publics ou privés, si nous considérons maintenant le fonctionnement de ces asiles au point de vue du malade que sa famille ou son entourage veut y placer, nous sommes tout naturellement amenés à diviser cette étude en trois chapitres : dans le premier, nous traiterons de l'entrée de l'aliéné dans l'asile et des formalités dont la loi du 30 juin 1838 entoure cette entrée pour rendre impossible toute séquestration arbitraire; dans un second chapitre, nous examinerons le séjour dans l'asile d'aliénés; enfin dans le dernier

chapitre nous verrons les moyens que la loi donne à l'individu interné de sortir de cet établissement.

Chacun de ces chapitres, suivant la méthode que nous avons déjà adoptée au titre I, sera divisé en deux sections, la première consacrée au régime actuel, la seconde aux changements que tend à y apporter le projet de loi dont le texte a été adopté par le Sénat.

Avant que ne fût promulguée la loi de 1838, aucun texte précis ne réglementait le fonctionnement des asiles d'aliénés, pas plus d'ailleurs que l'état des personnes qui y étaient enfermées; aucune mesure de garantie ou de contrôle ne venait protéger efficacement, par la surveillance rigoureuse de l'autorité publique, la liberté individuelle de ces malades.

La loi du 30 juin 1838 distingue deux sortes de placements dans les asiles d'aliénés; 1^o les placements dits *volontaires*; 2^o les placements ordonnés par l'autorité publique. Ces deux sortes de placements forment, en cette matière, une division qui n'a aucun rapport avec la division des aliénés en interdits et non interdits : il n'existe entre elle aucune corrélation.

§ 1. — *Placements volontaires.*

Les placements dits *volontaires* peuvent être demandés par le malade lui-même, par sa famille, par

ses amis, par toute personne intéressée à le faire : là résiderait un grand danger pour la liberté individuelle, si la loi de 1838 n'entourait ces placements de formalités qu'elle juge suffisantes pour la garantir, et dont nous aurons à examiner l'efficacité en étudiant successivement chacune d'elles.

Tout d'abord, si la loi accorde ainsi au premier venu le droit de demander le placement d'un individu, c'est qu'elle envisage avant tout l'intérêt du malade qui, souvent, ne recevrait pas chez lui les soins qui l'attendent dans une maison spéciale; c'est aussi qu'elle craint la mauvaise foi de ceux qui l'entourent, intéressés souvent à garder sous leur pouvoir un malheureux dont ils dissimulent la folie aux yeux du monde pour s'en réserver le bénéfice, en le séquestrant chez lui.

Le malade peut aussi, dans un moment de lucidité, demander lui-même son admission dans un établissement d'aliénés.

1° Cependant la loi exige du requérant responsable que sa demande contienne : son nom, sa profession, son domicile, son âge, le degré de parenté ou la nature des relations qui existent entre lui et le malade, en outre, si la demande d'admission est formée par le tuteur d'un aliéné interdit, il faudra joindre à cette demande un extrait du jugement d'interdiction.

Quel sera le devoir des directeurs d'asiles vis-à-

vis de cette requête? Comment vérifieront-ils la personnalité du requérant? La loi de 1838 écarte toute intervention de l'administration publique telle que l'autorisation préfectorale qu'exigeait le projet de loi soumis aux Chambres en 1837, elle a pensé, en effet, qu'une autorisation préfectorale, soumise à une enquête préalable sous peine de n'être qu'une vaine formalité, apporterait un retard à l'entrée de l'aliéné dans l'établissement et que, tout retard apporté à son traitement et à son isolement pouvant lui être préjudiciable, il valait mieux laisser aux directeurs le soin de s'assurer sous leur propre responsabilité de la personnalité du requérant, ils le feront par les moyens qu'ils jugeront convenables, légalisation de la signature et attestation de personnes connues personnellement d'eux, par exemple.

2° Mais, s'il est important que la personnalité du requérant soit nettement établie, il est de toute nécessité que celle du malade le soit aussi formellement, pour éviter par une substitution de personnes, toute tentative de séquestration : pour parer à ce danger, l'article 8 de la loi du 30 juin 1838 exige du requérant la production du passeport ou de toute autre pièce propre à constater formellement l'individualité de la personne à placer.

3° A côté de ce danger de la substitution de personne se dresse un péril aussi grand, celui de l'in-

ternement arbitraire : il faut empêcher qu'un individu simple d'esprit ou dont la seule maladie est de gêner les siens par sa présence, soit enfermé sous le prétexte d'une folie dont il n'est pas atteint : ce danger, la loi de 1838 le prévoit aussi dans son article 8, et c'est pour l'éviter qu'elle exige qu'avant d'admettre aucun malade, le directeur de l'établissement reçoive un certificat de médecin des plus détaillés, constatant l'état mental de la personne à placer, les particularités de sa maladie et spécifiant absolument la nécessité de le faire interner. Ce certificat ne peut être délivré ni par le médecin de l'établissement, ni par un médecin parent de l'aliéné ou du directeur de l'asile au deuxième degré inclusivement ou leur allié au même degré, ni par la personne qui provoque l'internement, ni par un médecin n'ayant pas le grade de docteur en médecine (un officier de santé) (1).

4° Pourtant il peut se produire des cas graves, un besoin urgent d'isoler un aliéné sans que l'on puisse apporter de retard à cette mesure : c'est dans ces cas que se place une grande distinction entre les établissements publics et les établissements privés : le directeur d'un établissement public peut ne pas exiger le certificat médical pour l'admission immédiate du malade ; le directeur d'un

(1) Loi du 19 ventôse, an XI, art. 27.

asile privé ne le peut pas; le certificat est pour lui; toujours et malgré tout, nécessaire. Mais il nous semble, malgré l'avis contraire de certains auteurs, que le directeur d'asile public doit néanmoins, après l'admission d'urgence de l'aliéné, poursuivre la délivrance du certificat médical : il y aurait, dans l'autre opinion, un moyen bien simple de faire passer en règle générale ce qui ne doit être qu'une rare exception, et d'é luder cette disposition de l'article 8 qui, dans l'état actuel de la législation, est une des garanties fondamentales de la liberté individuelle.

L'aliéné est entré dans un asile public ou privé; le placement est-il définitif, et n'existe-t-il aucun recours contre une séquestration ou un intermement arbitraires? La loi de 1838 juge les formalités qui précèdent l'entrée insuffisantes et elle édicte une série de mesures destinées à les renforcer ou à suppléer à leurs défauts si elles ont laissé passage à un abus. C'est ici que l'autorité administrative va entrer en scène et prendre, par le contrôle qu'elle exerce, une place que la loi lui a systématiquement refusée dans les formalités préliminaires : ce rôle qu'elle est appelée à remplir; nous l'étudierons dans notre chapitre II.

§ II. — *Placements d'office.*

Il peut arriver que, par négligence, la famille et les amis d'un aliéné ne demandent pas son internement. Si cet aliéné est atteint d'une folie dangereuse, l'autorité publique peut intervenir pour ordonner son placement d'office. Examinons à quelles personnes la loi de 1838 donne ce droit :

1^o A Paris, au préfet de police; 2^o dans les départements au préfet du département où se trouve l'aliéné. Mais les commissaires de police et les maires dans les communes peuvent, en cas de danger immédiat attesté par le certificat d'un médecin ou même par la notoriété publique, prendre toutes mesures provisoires à l'égard des aliénés, à la charge d'en référer au préfet dans les vingt-quatre heures (article 14).

C'est là, entre les mains des préfets, un pouvoir bien grand que celui de séquestrer ainsi un individu : aussi, pour qu'ils puissent exercer ce droit, l'article 18 de la loi du 30 juin 1838, exige-t-il que l'état d'aliénation du malade compromette « l'ordre public ou la sûreté des personnes », sans distinguer d'ailleurs si le danger provient d'attaques aux bonnes mœurs, de violence contre les personnes ou d'atteinte au respect des lois.

Les préfets doivent énoncer les circonstances qui ont déterminé leurs ordres d'internement sur

un registre spécial tenu dans chaque établissement d'aliénés, registre coté et paraphé par le maire et soumis à l'examen des personnes qui ont le droit de visiter l'asile. Pour ces placements d'office, les aliénés sont confiés aux hospices et hôpitaux civils en attendant leur transfert dans les maisons spéciales; à défaut d'hospice, ils sont gardés dans un logement séparé sans être jamais confondus avec les condamnés ou les prévenus où enfermés dans une prison.

A coté de ces placements d'office d'un individu libre dans un asile d'aliénés, il peut se faire que la maladie d'un aliéné inoffensif enfermé volontairement dans un asile, prenne un caractère dangereux : le préfet peut alors transformer le placement volontaire en placement d'office dans les formes de l'article 18, ce qui, nous le verrons, a une grande importance au point de vue de la sortie.

Les ordres des préfets concernant les placements d'office sont communiqués aux procureurs de la République. Le préfet en rend compte au ministre de l'intérieur, il les notifie au maire du domicile du malade, le tout dans les trois jours; le maire doit en donner immédiatement avis aux familles, (art. 22).

SECTION II

Réformes proposées pour l'entrée dans l'asile.

Le projet de loi voté par le Sénat a pour but principal d'augmenter les garanties accordées à la liberté individuelle par la loi du 30 juin 1838 : nous allons voir par quels moyens il prétend y arriver : l'idée qui paraît dominer l'esprit du nouveau législateur, c'est de remplacer le plus possible le rôle de l'autorité administrative dans les placements par celui de l'autorité judiciaire.

§ I. — *Placements volontaires.*

Tout d'abord, la demande d'admission qui, actuellement n'est soumise à aucun visa, serait dorénavant visée par le juge de paix, le maire ou le commissaire de police, mesure destinée à garantir l'individualité du requérant ; sauf, en cas d'urgence, à n'exiger ce visa que dans les quarante-huit heures de l'admission ; le requérant devrait en outre, s'il était tuteur de l'aliéné interdit, produire dans les quinze jours un extrait du jugement d'interdiction, délai que, la loi de 1838, ne déterminait pas ; de plus y joindre

un extrait de la délibération du conseil de famille ce que la loi de 1838, n'exigeait pas non plus.

Le certificat médical nécessaire pour l'admission, remis au directeur de l'établissement serait remplacé par un rapport signé d'un docteur en médecine et communiqué au procureur de la République : cette pièce devrait être des plus détaillées, expliquer les symptômes et les circonstances de la maladie, et indiquer la date du jour où le médecin aurait examiné le malade, sans que cette visite put remonter à plus de huit jours,

En outre, pour assurer à chacun, le bienfait d'un traitement médical dans un établissement spécial, l'aliéné pourrait, à défaut de toute autre personne, demander lui-même son placement sans aucune autre formalité qu'une simple demande portant sa signature.

Dans le cas où un malade dont le placement aurait été régulièrement requis s'opposerait par la force à sa conduite dans l'asile d'aliénés, le maire ou le commissaire de police devrait assurer l'exécution de cet internement : mesure qui, dans l'état actuel de la législation, n'est pas admise.

Malgré toutes les précautions prises pour protéger la liberté individuelle des citoyens, un moyen bien simple resterait à la disposition de ceux qui voudraient user à l'égard d'un tiers d'une séquestration arbitraire : emmener cet individu à l'étran-

ger, dans un pays où les conditions de placement sont moins rigoureuses, ce serait un moyen facile d'échapper aux dispositions de notre loi. Le projet de loi prévoit ce danger et y remédie de la manière suivante :

Aucun Français ne pourra être enfermé à l'étranger dans un établissement d'aliénés sans une déclaration du requérant faite dans le délai d'un mois au procureur de la République du domicile du malade. Réciproquement, un étranger ne pourrait être admis dans un établissement français sans un certificat médical légalisé par le représentant de son pays : le préfet devrait immédiatement donner avis du placement à ce représentant.

Dans le régime actuel nous avons signalé une lacune, que le projet de loi tend à faire disparaître, au point de vue des placements d'urgence qui ne peuvent se faire actuellement que dans les établissements publics d'aliénés : seuls, les directeurs de ces établissements publics peuvent recevoir d'urgence un aliéné sans certificat médical. En effet, pourquoi, du moment que la possibilité de ces sortes de placements est admise, en exclure les directeurs d'asiles privés. Les parents ou les amis du malade préfèrent souvent ces maisons particulières aux asiles publics pour le confortable et les soins plus empressés donnés aux aliénés moins nombreux ; et aussi pour la moins grande notoriété du carac-

tère de ces établissements dont les directeurs soumis pour leur entrée en fonctions à l'autorisation administrative, restant sous le contrôle direct de cette administration, susceptibles d'une révocation par décret du Président de la République, présentent les mêmes garanties que les directeurs d'asiles publics; cependant la loi de 1838 ne leur accorde pas le droit d'admettre un malade d'urgence.

Le projet de loi, au contraire, assimile les directeurs d'asiles privés aux directeurs d'établissements publics; les uns comme les autres pourraient admettre d'urgence un aliéné, mais la présentation d'un rapport médical sommaire serait toujours nécessaire; ce rapport devrait être complété dans les deux jours par un rapport médical répondant aux conditions exigées dans les cas ordinaires.

Si l'on voulait transférer un aliéné d'un établissement dans un autre, l'article 20 du projet de loi décide que l'admission aurait lieu sur la présentation d'un certificat délivré par le directeur de l'asile d'où sort le malade et des pièces légales le concernant ou, à leur défaut, de la copie de ces pièces.

A l'entrée de l'aliéné dans le nouvel établissement, le médecin devrait faire « les certificats de vingt-quatre heures et de quinzaine, et le chef responsable, les notifications prescrites par le

paragraphe 1 de l'article 18. Les autres prescriptions du susdit article ne seraient pas exigées. » (article 23). (1).

§ II. — *Placements d'office.*

Le projet de loi augmente les cas de placements d'office en autorisant les préfets à les ordonner non plus seulement pour les personnes qui sont dangereuses pour la société mais encore pour celles dont la maladie mentale compromettrait « la propre sûreté » ; mais elle soumet la décision du préfet à un contrôle de l'autorité judiciaire que nous examinerons dans la section II du chapitre II.

Le projet de MM. Reinach et Lafont modifie fort peu les dispositions du texte adopté par le Sénat : seulement, pour les placements de Français en pays étranger, il exige que la déclaration en soit faite avant le départ de France au Procureur de la République du domicile du malade, et que le rapport médical soit joint à cette déclaration ; si le placement était effectué à l'égard d'un Français résidant déjà à l'étranger, le requérant devrait, dans le délai d'un mois, faire la déclaration de ce placement au Procureur de la République du dernier domicile en France. Sans doute, ces dis-

(1) Voir ces prescriptions au chapitre II du titre II.

positions sont théoriquement excellentes, mais leur application serait bien difficile; il serait presque impossible d'exercer un contrôle suffisant.

CHAPITRE II

Admission définitive et séjour du malade dans l'asile d'aliénés.

SECTION I

Régime actuel.

§ I. — *Admission définitive.*

Toutes les formalités qui précèdent l'entrée ont été accomplies; l'aliéné est admis dans l'asile : aussitôt, sur un registre spécial aux placements volontaires, tenu dans la même forme que le registre dont nous avons parlé à propos des placements d'office (1), le directeur de l'établissement doit :

1° Inscrire les noms, profession, âge et domicile de la personne placée; la mention du jugement d'interdiction et le nom du tuteur, si le malade est in-

(1) Voir : titre II, chapitre I, section I, § II.

terdit; la date du placement, les noms, profession et demeure du requérant;

2° Transcrire : le certificat du médecin joint à la demande d'admission, ce qui, *a contrario*, exclut dans le cas de placement d'urgence, la nécessité de faire transcrire un certificat postérieur, si l'on admet que celui-ci soit nécessaire; les certificats que le médecin de l'asile doit envoyer à l'autorité publique et que nous examinerons un peu plus loin.

C'est aussi sur ce même registre que le médecin doit, au moins une fois par mois, consigner les changements survenus dans l'état du malade, et qu'il constatera les sorties et décès.

Mais revenons au moment où l'aliéné vient d'entrer dans l'asile; le directeur de l'établissement, que cet établissement soit public ou privé, rédige sur le champ un *bulletin d'entrée*; ce bulletin, où sont mentionnées toutes les pièces produites et nécessaires à l'admission, doit être, dans les vingt-quatre heures, envoyé avec un certificat du médecin de l'asile et la copie de celui du médecin étranger, au préfet, au sous-préfet ou au maire qui font immédiatement parvenir ces pièces au préfet du département où est situé l'établissement.

Ce n'est donc qu'à ce moment que l'autorité administrative se trouve saisie et que sa mission de contrôle commence : si le placement a été fait dans

un établissement privé, le préfet, dans les trois jours, fait visiter le malade par un ou plusieurs hommes de l'art avec mission de lui fournir un rapport sur son état mental (article 9). Le malade est donc ainsi mis à l'abri d'une erreur ou d'un crime de séquestration par une triple garantie médicale; puisqu'il est successivement examiné par le médecin de sa famille, le médecin de l'établissement et le médecin délégué par le préfet; toutes ces visites sont faites dans un délai très court; il nous semble donc bien difficile que le séjour de trois jours dans une maison d'aliénés suffise, comme on l'a prétendu, à rendre fou un individu sain d'esprit, et sur l'état duquel se seraient trompés les premiers médecins.

Mais l'autorité administrative ne reste pas seule en jeu; nous avons vu que l'autorité judiciaire a aussi un droit de contrôle; elle est saisie des placements effectués dans les établissements publics ou privés par les notifications que le préfet doit adresser administrativement :

a) Au procureur de la République (de l'arrondissement du domicile de la personne placée;

b) Au procureur de la République de l'arrondissement de la situation de l'établissement.

Ces notifications doivent contenir l'indication des noms, profession et domicile de la personne internée et de celle qui a requis le placement.

Quinze jours après le placement, le directeur doit adresser au préfet un second certificat de son médecin (certificat de quinzaine) constatant l'état du malade : on peut donc dire que ce n'est qu'à ce moment là que le placement devient définitif. Pour que toutes ces prescriptions soient ponctuellement exécutées, pour ne laisser place à aucun arbitraire dans une matière si délicate, la loi du 30 juin 1838 a, dans son article 4, organisé un système de surveillance portant sur les établissements publics aussi bien que sur les établissements privés : ce système nous l'avons examiné antérieurement, au chapitre III de notre titre I.

Pour mieux assurer l'efficacité de ses dispositions et leur donner une sanction, la loi de 1838 a, dans son article 41, édicté sous le titre de « dispositions générales » des pénalités destinées à en assurer l'application.

« Les contraventions aux dispositions des articles 5, 8, 11, 12, du second paragraphe de l'article 13, des articles 15, 17, 20, 21, du dernier paragraphe de l'article 29 de la présente loi, et aux règlements rendus en vertu de l'article 6, qui seront commises par les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements publics ou privés d'aliénés, et par les médecins employés dans ces établissements, seront punies d'un emprisonnement de cinq jours à un an et d'une amende de 50 francs à 3,000 francs, ou de

l'une ou l'autre de ces peines. Il pourra être fait application de l'article 463 du Code pénal. »

§ II. — *Séjour du malade dans l'asile d'aliénés.*

La loi de 1838, en créant les asiles d'aliénés et en assurant le fonctionnement a eu un double but : donner aux aliénés des moyens faciles de se faire soigner et d'arriver à une guérison possible; préserver en même temps la société du danger que lui ferait courir la liberté laissée à des insensés mal gardés dans leurs familles.

Ce n'était pas tout d'assurer aux asiles une existence et un fonctionnement réguliers : il fallait garantir aux aliénés qui y sont soignés le meilleur traitement possible. Un règlement du 20 mars 1857 a donné à tous les asiles publics un modèle auquel ils doivent se conformer : le médecin en chef doit visiter les malades chaque jour et être assisté dans ses visites du médecin-adjoint, des internes et du surveillant en chef; il prescrit le traitement et le régime appropriés à l'état de chacun, sans qu'un autre que lui puisse rien y changer, sous peine de révocation et même de poursuites judiciaires.

L'observation des prescriptions de ce règlement, comme celle des prescriptions de la loi de 1838, est soumise au contrôle des personnes chargées de la surveillance des asiles. L'article 29 de la loi de 1838, pour faciliter les communications des malades

enfermés avec l'autorité, pour empêcher qu'aucune plainte adressée par eux soit interceptée, décide que les chefs d'établissements ne pourront ni supprimer ni retenir les lettres des aliénés à l'autorité judiciaire ou administrative; toute contravention à cette disposition serait punie d'un emprisonnement de cinq jours à un an, et d'une amende de 50 à 3,000 francs. C'est là une solution bien nette et sur laquelle la précision du texte ne permet aucun doute.

Il n'en est pas de même pour la correspondance privée de l'aliéné; ici, plus de texte, que décider? Faut-il laisser le directeur de l'asile absolument libre, souverain juge du sort de ces lettres? Les uns, argumentant a contrario de notre article 29, déclarent que, la loi ne défendant pas aux directeurs d'intercepter les lettres envoyées par l'individu enfermé ou à lui adressées, ils peuvent en faire ce que bon leur semble, hors le cas particulier de lettres envoyées à l'autorité qui est prévu par l'article 29. Il peut en effet y avoir un grand danger à laisser l'aliéné envoyer des lettres dont le contenu est souvent contraire à la morale, aux bonnes mœurs ou aux intérêts du malade; ; d'un autre côté le danger est aussi grand si l'aliéné reçoit des lettres qui, par les idées ou les propos qu'elles contiennent, de la part de gens dont l'ignorance ou la mauvaise foi contrarient ainsi l'effet de l'isolement et du trai-

tement, peuvent entraver sa guérison ou aggraver son état.

Pour d'autres commentateurs, la question se pose autrement : il faut faire une distinction entre les lettres envoyées par le malade et celles qui lui sont adressées : pour ces dernières, ils se rangent à la première opinion : le directeur a le droit et même le devoir d'arrêter, avec ces lettres, tout ce qu'il croit contraire au soulagement et à la guérison de l'aliéné. Mais pour celles que l'aliéné envoie à l'extérieur, ce qui doit dominer toute autre considération, c'est le grand principe de la liberté individuelle : il ne faut enlever à l'individu enfermé aucune chance de faire réparer, en obtenant sa sortie, l'horrible erreur qui aurait pu le faire séquestrer. D'ailleurs, n'est-ce pas aussi l'intérêt du directeur qui dégage ainsi sa responsabilité personnelle ? et la seule crainte d'une semblable erreur ne doit-elle pas passer avant toute autre considération ?

La jurisprudence s'est ralliée à la première opinion : le tribunal civil d'Angers, dans un jugement du 22 juillet 1873, a pensé que l'argument a contrario de l'article 29 de la loi de 1838 était suffisant pour consacrer une dérogation aussi grave au droit commun ; la cour d'appel d'Angers, par un arrêt du 6 mars 1874 et la Cour de Cassation par un arrêt du 27 décembre 1875, ont confirmé et maintenu ce jugement.

Quelle conclusion tirer de ce débat? Un choix est bien difficile à faire entre ces deux théories ; la doctrine la plus raisonnable serait peut-être la suivante : laisser au directeur de l'asile d'aliénés le soin de choisir sous sa responsabilité dans les lettres reçues celles qu'il peut sans inconvénient remettre au malade ; en dehors des lettres adressées par le malade à l'autorité administrative ou judiciaire, le directeur laisserait parvenir à leurs destinataires toutes celles qui paraîtraient ne pouvoir nuire en rien ni à la morale ni aux intérêts du malade, et il conserverait les autres pour les représenter s'il y a lieu soit aux parents du malade soit à l'autorité chargée de la surveillance de son établissement.

SECTION II

Réformes proposées pour l'admission définitive et le séjour dans l'asile.

Le projet de loi admet les modifications suivantes qui révèlent encore sa tendance réfléchie à substituer l'autorité judiciaire à l'autorité administrative : tout d'abord la visite du malade que le préfet fait ou fait faire actuellement dans les trois jours par un délégué dans les établissements privés, serait remplacée par une visite du médecin inspecteur et du curateur à la

personne faite dans les vingt-quatre heures, sans distinction entre les deux sortes d'établissements publics ou privés : à la suite de cette visite, l'inspecteur adresserait sans délai son avis motivé au préfet et au procureur de la République.

Ce serait là une abréviation du délai de trois jours et du terrible supplice que subit un individu enfermé par erreur ou dans un but criminel.

Le directeur ne serait plus tenu d'envoyer au préfet les pièces énoncées en l'article 8 de la loi de 1838 : il devrait seulement faire parvenir le bulletin d'entrée, la copie de la demande d'admission, celle du rapport médical et celle du certificat du médecin de l'établissement :

1° Au préfet du département auquel appartient l'établissement, pour qu'il les transmette au médecin inspecteur.

2° Au Procureur de la République de l'arrondissement de l'asile.

3° Au Procureur de la République du domicile de l'aliéné. (Article 18 du projet.)

Ce serait à ce moment qu'interviendrait le pouvoir judiciaire : après la réception d'un certificat de quinzaine adressé non plus au préfet seulement, mais aussi au Procureur de la République, celui-ci, avec toutes les pièces qui, suivant l'article 18, lui auraient été obligatoirement communiquées, ferait un rapport au tribunal. Le tribunal, prenant en considé-

ration l'avis du médecin inspecteur, statuerait sur le champ en chambre du conseil sur l'admission définitive de l'aliéné, ou bien, s'il lui restait des doutes, ordonnerait une expertise médicale (article 19 du projet).

Cette intervention de l'autorité judiciaire, voilà le but principal de la réforme proposée : apporterait-elle une amélioration considérable au régime actuel ? Il est permis d'en douter, quand on considère surtout la régularité quasi-parfaite du service actuel des aliénés au point de vue de leur admission définitive, et des voies de recours qui leur sont ouvertes contre un internement arbitraire; quoi qu'il en soit, c'est une garantie nouvelle qu'il ne faut pas repousser *a priori*.

L'installation de quartiers d'observation où serait placé l'aliéné en attendant la décision du tribunal sur son admission définitive, serait évidemment aussi une excellente chose, quoique le reproche adressé à la législation actuelle nous semble exagéré : n'a-t-on pas attribué au seul saisissement qu'éprouve le malade au moment de son internement, le nombre des décès qui se produisent alors ? Sans doute c'en est peut-être une des causes; mais la principale et la plus habituelle de ces causes ne réside-t-elle pas surtout dans ce fait que les familles attendent en général, pour interner leurs malades, que la maladie cérébrale ait fait d'énormes progrès : toute chance de guérison se trouve alors perdue et

l'état de l'aliéné est tellement aggravé qu'il porte déjà en lui la cause irrémédiable qui le conduira en quelques jours au tombeau. Et d'ailleurs le saisissement du malade serait-il moindre parce que l'internement se ferait dans un quartier d'observation ?

Les personnes qui, comme nous l'avons vu au chapitre III du titre I, seraient chargées de la visite des établissements d'aliénés, apposeraient, à chacune de leurs visites, leurs observations et leurs signatures sur un registre identique à celui dont l'article 12 de la loi de 1838 prescrit actuellement la tenue mais contenant en outre l'avis du médecin inspecteur et la décision du tribunal.

Une autre modification serait apportée à ce même article 12 : le médecin en chef devrait constater l'état de chaque malade et les effets du traitement sur le registre dont nous venons de parler, chaque semaine pendant le premier mois, chaque mois pendant le reste de l'année et ensuite une fois par trimestre : cette obligation, pour être scrupuleusement remplie, forcerait le médecin aux soins les plus assidus et les plus attentifs.

Le projet de loi, dans son article 27, applique aux placements d'office toutes les dispositions des articles 18 et 19 que nous venons d'examiner ; c'est là une réforme des plus louables, des plus nécessaires, une restriction très juste du pouvoir exorbitant accordé aux préfets en cette matière.

Enfin, dans tous les chefs-lieux judiciaires privés d'établissements publics d'aliénés, un local d'observation serait installé dans l'hôpital civil ; les aliénés non encore internés y devraient être provisoirement gardés sans que la durée de leur séjour puisse y dépasser quinze jours.

La proposition de loi présentée à la Chambre par MM. Reinach et Lafont n'apporte pas de modification appréciable au texte adopté par le Sénat.

CHAPITRE III

Sortie de l'asile d'aliénés.

SECTION I

Régime actuel.

§ I. — *Malades placés « volontairement. ».*

A. guérison ou décès. La sortie la plus naturelle d'un asile d'aliénés est celle que permet la guérison du malade : aussi, dès que le médecin de l'établissement déclare cette guérison obtenue, le directeur est tenu de rendre la liberté à son pensionnaire (1), sous peine d'être condamné pour détention arbitraire à un emprisonnement de six mois à deux ans et à une amende de 16 à 200 francs (2). Si l'individu enfermé est mineur ou interdit, il doit être donné avis de la déclaration du médecin aux per-

(1) Loi du 30 juin 1838, art. 13.

(2) Code pénal, art. 120.

sonnes à qui il devra être remis et au procureur de la République.

Cependant, si le directeur voit un danger à cette mise en liberté, il doit en référer au maire qui donne un ordre de sursis provisoire; cet ordre est transcrit sur le registre de l'établissement. Si le préfet, averti dans les vingt-quatre heures, ne donne pas d'avis contraire dans le délai de quinzaine le malade peut quitter l'établissement.

Quand un malade meurt dans un asile d'aliénés, le médecin rédige un procès-verbal sur le registre de la maison; si le décès est la suite d'un meurtre ou d'un suicide, le directeur doit faire faire les constatations par un officier de police qui dresse procès-verbal. Si le décès se produit dans un asile public, l'autopsie du cadavre doit être faite à moins que les parents n'y forment opposition (règlement du 20 mars 1857).

B. — *Sortie réclamée avant la guérison.* — Même si l'aliéné n'est pas guéri, l'article 14 de la loi de 1838 accorde le droit de requérir sa sortie à certaines personnes qu'il désigne :

1° Le curateur nommé à la personne de l'aliéné non interdit ;

2° L'époux ou l'épouse du malade ;

3° A défaut, les ascendants ;

4° A défaut, les descendants ;

5° La personne qui a requis l'admission, sauf

opposition d'un parent exigeant l'assentiment du conseil de famille,

6° Toute personne autorisée par le conseil de famille;

7° Le tuteur seulement, pour les mineurs et les interdits.

D'ailleurs dans ce cas, comme dans celui que nous avons déjà vu sous la lettre A, le directeur de l'asile peut demander au maire un sursis à la sortie dans les mêmes formes que dans le cas précédent.

De plus « le préfet pourra toujours ordonner la sortie immédiate des personnes placées volontairement dans les établissements d'aliénés. » (art. 16). Il peut être averti par ses délégués ou sollicité par une lettre de l'individu enfermé lui-même; et l'on a voulu que, s'il reconnaît l'exactitude des déclarations des inspecteurs ou des plaintes du prétendu aliéné, il puisse mettre immédiatement un terme à cet horrible état de choses.

La personne qui sort d'un établissement d'aliénés, n'est pas abandonnée par l'autorité administrative; elle reste, en quelque sorte, sous sa surveillance, car les directeurs d'asiles doivent, dans les vingt-quatre heures de la sortie, en donner avis au préfet de police à Paris, et dans les départements au préfet, sous-préfet ou maire, en lui indiquant la résidence de cette personne ainsi que le nom et la résidence de ceux qui ont réclamé sa sortie.

§ II. — *Malades placés d'office.*

Pour ceux-ci, c'est le préfet qui statue définitivement d'après les rapports envoyés le premier mois de chaque semestre par le médecin de l'établissement, ou d'après les visites qu'il fait lui-même. Les ordres de sortie qu'il délivre doivent être exécutés sans délai par les directeurs sous les peines portées contre la détention arbitraire par l'article 120 du code pénal. Le procureur de la République est saisi de ces ordres ; le maire doit également en être avisé et prévenir la famille de l'aliéné.

§ III. — *Recours judiciaire.*

L'article 29 de la loi du 30 juin 1838, dans ce cas, comme dans celui de placement volontaire, accorde un recours judiciaire soit contre la décision du préfet, soit contre l'avis du médecin empêchant la sortie de l'aliéné de l'établissement : cet article énumère les personnes qui peuvent user de ce droit :

La personne placée, son curateur, tout parent, tout ami, celui qui a provoqué le placement, le procureur de la République, peuvent, à quelque époque que ce soit, demander au tribunal de la situation de l'asile, la sortie de l'individu enfermé : la décision du tribunal est rendue sur simple requête, en chambre du conseil et sans délai ; elle n'est pas motivée.

Si l'aliéné est interdit, son tuteur seul peut demander sa sortie à l'autorité judiciaire. Pourquoi cette étrange anomalie, cette restriction au droit de chacun de réclamer le bénéfice de sa liberté individuelle? pourquoi traiter plus durement l'interdit que celui qui n'a pas été l'objet de cette mesure? Ce paragraphe de l'article 29, ainsi que la fin de l'article 14 qui consacrent tous deux cette injustice, sont d'ailleurs, nous le verrons plus loin, appelés à disparaître par la nouvelle loi sur les aliénés.

C'est pour faciliter ce recours des aliénés non interdits que l'article 29 *in fine* défend aux directeurs des établissements qui leur sont consacrés d'intercepter « aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées soit à l'autorité judiciaire soit à l'autorité administrative (1). »

SECTION II

Réformes proposées pour la sortie de l'aliéné.

Le projet de loi étend encore davantage les conséquences de la liberté absolue laissée à l'aliéné de correspondre librement avec l'autorité judiciaire

(1) Voir titre II, chapitre II, section I, § II.

ou administrative : en effet, pour lui faciliter encore plus les moyens d'obtenir sa sortie, une simple demande sur papier libre adressée au Procureur de la République, sans constitution d'avoué, serait suffisante pour provoquer une décision du tribunal en sa faveur.

L'interdit verrait aussi sa situation améliorée par l'autorisation que lui donnerait la nouvelle loi de former lui-même sa demande en justice, le même pouvoir étant également donné déjà au Procureur de la République. Cependant, la faculté d'appel contre la décision du tribunal, qui est actuellement accordée à la personne placée, serait supprimée, car « elle n'aurait que bien peu d'avantages, puisque le principal intéressé peut renouveler, autant qu'il lui plait, sa réclamation au tribunal. » (1).

C'est là une restriction fâcheuse, car un nouvel examen de la même requête par les mêmes juges, s'il n'est pas survenu de changement dans l'état de l'interné, n'équivaut pas à la révision de leur jugement par la juridiction supérieure.

Le projet de loi apporte encore quelques modifications aux articles régissant les matières que nous avons examinées dans la section I de notre chapitre III.

1. Rapport de M. Théophile Roussel sur les travaux de la commission du Sénat.

Le médecin d'un établissement d'aliénés pourrait s'opposer à la sortie d'une personne qui y est enfermée, quoique elle soit requise par ceux que la loi y autorise, en se basant non plus seulement sur des considérations d'ordre public et de sûreté générale, mais encore sur la sûreté personnelle du malade (article 22 du projet).

Mais, comme contre-partie à cette disposition restrictive de l'élargissement, le projet ajoute à la liste des personnes autorisées à demander la sortie de l'interné toute personne agréée par le tribunal : cette innovation est destinée à favoriser la création de sociétés de patronage ayant pour but de venir en aide aux malades sortant des asiles d'aliénés, ou de faire sortir ceux qui, sans leur appui, seraient contraints d'y demeurer par une opposition du médecin fondée sur la crainte de voir ces malheureux, abandonnés à eux-mêmes, retomber dans l'état qui avait nécessité leur séquestration.

Suivant toujours une idée analogue à celle que nous avons déjà signalée, le projet de loi substitue, pour la sortie des aliénés après placement d'office, l'autorité judiciaire à l'autorité administrative, comme après placement volontaire; le tribunal serait seul compétent pour statuer sur la sortie de l'individu enfermé dans un asile.

Enfin, la loi nouvelle apporterait une autre modification au régime actuel en établissant pour les

aliénés non criminels des sorties provisoires à titre d'essai, pour une durée d'un mois, avec l'autorisation du médecin de l'asile: mention en serait faite sur le registre et notification adressée au préfet, au procureur de la République et au maire de la commune : ce dernier serait chargé, en cas de rechûte, de veiller à la réintégration immédiate. Sans vouloir en discuter la valeur au point de vue du traitement de l'aliénation mentale, point sur le lequel la science médicale serait seule compétente, nous devons avouer que cette mesure ne serait pas sans nous effrayer un peu pour la sûreté publique. Combien avons-nous vu d'individus, sortis définitivement des maisons où ils étaient soignés, considérés comme parfaitement guéris et paraissant en effet revenus pendant de longs mois à leur pleine raison, retomber subitement dans leur triste maladie, et se signaler à l'attention publique par un crime ou même des séries de crimes !

Des exemples récents sont venus encore confirmer notre crainte : que serait-ce si l'on admettait ces sorties provisoires que l'on accorderait certainement plus facilement encore que des sorties définitives ! Cette innovation ne pourrait, à notre avis, avoir quelque valeur pratique que si elle était complétée par l'organisation régulière de sociétés de patronage analogues à celles dont nous parlions

plus haut, sociétés auxquelles seraient officiellement confiés, les convalescents qui obtiendraient la sortie provisoire.

Pour terminer l'énumération des réformes proposées, signalons les dispositions de l'article 50 du projet de loi : en cas d'évasion d'un aliéné, s'il était repris dans les quinze jours, aucune formalité ne serait nécessaire pour sa réintégration; passé ce délai, il faudrait requérir un nouveau placement suivant les formes prescrites.

MM. Reinach et Lafont n'ont pas, sur les points que nous venons d'examiner, proposé de modifications importantes au texte du Sénat.

Si maintenant nous cherchons à résumer le projet de loi voté au Sénat : au point de vue particulier des placements, nous voyons qu'une idée se détache nettement et domine l'esprit du réformateur. Cette idée, que nous avons signalée à maintes reprises, c'est de remplacer le plus possible les pouvoirs de l'administration par ceux de la justice. On espère par là diminuer encore les risques d'une séquestration arbitraire.

Le pouvoir exorbitant du Préfet en matière de placement d'office, le manque de précision dans le service d'inspection, les délais trop longs accordés aux délégués du préfet pour visiter les malades admis dans un asile d'aliénés, voilà certes des imperfections de la loi de 1838 qu'il faudrait corriger.

Mais ce n'est pas dans cette partie de cette loi qu'il y aurait, croyons-nous, le plus à réviser. Nous tâcherons de le faire voir dans l'étude que nous allons entreprendre de la condition des aliénés.

Aperçu de quelques législations étrangères.

Je ne crois pas d'ailleurs que l'on puisse trouver en pays étranger une législation parfaite des asiles d'aliénés au point de vue que nous examinons en ce moment.

L'Angleterre avec son jury, ses témoins, l'avocat du malade, présente plus de garanties pour la liberté individuelle; mais les lenteurs forcées de ce système, les complications et la difficulté dans certains cas de l'organisation du jury ont amené Gambetta, promoteur ardent et convaincu et les défenseurs les plus éminents de cette idée en France, à reconnaître que la mise en pratique en serait chez nous, et particulièrement à Paris, fort difficile.

L'institution d'un jury civil pour les aliénés rentre au contraire très bien dans l'organisation judiciaire anglaise et l'on n'est pas étonné de la retrouver dans la législation de plusieurs des Etats-Unis d'Amérique.

Il importe aussi de remarquer que cette procédure même en Angleterre n'est prescrite que pour la déclaration d'aliénation mentale équivalant à l'interdiction, (*Lunatics by inquisition, Chancery*

Lunatics) et que la loi anglaise (1) admet le simple internement par ordonnance du juge rendue sur requête appuyée de deux certificats médicaux (*Lunatics under certificates*) laissant au juge la faculté de vérifier les faits par enquête personnelle en présence de l'aliéné prétendu, s'ils ne lui paraissent pas suffisamment établis et à celui-ci le droit, s'il n'a pas été vu personnellement par le juge qui a autorisé son internement, de se faire conduire devant un autre juge et examiner par lui.

L'ordre d'admission est périmé par le non usage pendant sept jours, portés à quatorze pour les indigents admis provisoirement au *Workhouse*.

Il ne permet l'internement que pendant un an et peut-être renouvelé à la fin de la première année pour deux ans, de la troisième pour trois ans et ensuite de cinq ans en cinq ans.

Dans le Royaume des Pays-Bas (2) l'internement est ordonné sur requête des parents ou alliés en ligne directe à quelque degré que ce soit et en ligne collatérale jusqu'au troisième degré seulement (oncle et neveu) adressée au juge de paix ou sur réquisition écrite de l'officier de justice près le tribunal d'arrondissement au président de ce tribunal. En cas d'urgence l'aliéné peut-être *mis sous garde*

(1) Lunacy act 1890.

(2) Loi du 27 avril 1884.

pendant huit jours au plus en attendant l'ordonnance d'internement.

Dans l'empire d'Autriche-Hongrie (1) l'admission a lieu sur certificat de médecin et sous la responsabilité du directeur qui doit en donner avis aussitôt au tribunal. L'état du malade peut-être contesté tant que le tribunal n'a pas déclaré la maladie mentale, la sortie pouvant toujours d'ailleurs être obtenue ensuite pour cause d'amélioration.

Quoique la loi sur l'industrie du 23 juillet 1879 contienne une disposition applicable à tout l'Empire allemand et relative aux asiles d'aliénés dont elle subordonne l'ouverture à la nécessité d'une autorisation de l'administration supérieure, l'Allemagne, respectant en cela les droits de souveraineté et de police de chacun de ses états, n'a pas profité de son code civil de 1896 pour y édicter concernant les aliénés aucune disposition autre que celles relatives à l'interdiction. La question de l'unification de ses lois diverses reste en préparation.

En Suisse, il n'y a pas de législation fédérale des aliénés. Quelques cantons ont une loi particulière à chacun d'eux : celle du canton de Genève (2) que je cite parce que j'aurai à y revenir à raison des dispositions excellentes qu'elle a prises pour l'admi-

(1) Loi de 1876.

(2) Loi du 25 mai 1895.

nistration des biens des aliénés, n'admet l'internement que sur autorisation du département de justice et police sauf au cas de danger manifeste où l'admission est autorisée, dans les asiles publics seulement, et sur le vu d'un certificat médical à charge d'obtenir dans les vingt-quatre heures l'autorisation nécessaire (1).

La Belgique a un système à peu près analogue au nôtre avec cette différence que l'avis d'admission doit être adressé par le directeur au Procureur du roi directement en même temps qu'au Préfet (gouverneur de la province), et l'Italie avec son placement provisoire et sa décision judiciaire intervenant après une observation de quinze jours, se rapproche beaucoup de l'idée préconisée au projet de loi voté par notre Sénat.

Quoiqu'il en soit, notre loi de 1838 avec les défauts que nous ne nous faisons pas faute de lui reconnaître a été malgré tout une loi précieuse dont les dispositions en matière de placement dans les asiles d'aliénés ont laissé passer peu d'abus ou d'erreurs : Elle ne mérite pas tous les blâmes que ne lui ont pas épargnés ses adversaires. Nous n'en devons pas moins rechercher les améliorations réelles dont elle est susceptible.

(1) Loi du 25 janvier 1874.

CHAPITRE IV

Aliénés criminels.

Un des cas les plus fréquents des placements d'office est celui qui résulte d'actes criminels commis par un aliéné, ou de l'aliénation mentale se révélant chez un individu poursuivi ou même condamné : l'importance des questions qu'il soulève n'a sans doute pas frappé le législateur de 1838 puisque, nulle part, il n'a pris soin d'y pourvoir par des dispositions spéciales.

Sans doute les aliénés qui commettent un crime ou un délit sont irresponsables : leur acte n'a pas été le résultat d'une volonté libre et consciente, et les différentes juridictions, juridictions d'instruction (juges d'instruction et chambre des mises en accusation) ou juridictions de jugement (tribunal correctionnel, chambre des appels correctionnels, cour d'assises) ne se font pas faute de reconnaître, dans une large mesure, cette irresponsabilité.

Mais alors, que devient l'aliéné bénéficiant d'un non-lieu ou d'un acquittement ; l'autorité judiciaire va-t-elle pourvoir à son placement dans un asile pour l'empêcher de retomber, aussitôt qu'il sera rendu à la liberté, dans les actes criminels qui l'ont

déjà conduit devant elle? Elle n'en a pas le pouvoir.

Sans doute, le juge d'instruction et la chambre des mises en accusation peuvent rendre une ordonnance ou un arrêt de non-lieu en se basant sur l'aliénation mentale de l'inculpé; sans doute, le tribunal correctionnel, la cour d'appel, la cour d'assises peuvent prononcer un acquittement à raison du même motif; mais ni les unes, ni les autres de ces juridictions ne peuvent ordonner l'internement de l'aliéné déclaré non coupable il ne relève plus que de l'autorité administrative qui, seule, pourra le faire placer d'office dans un établissement d'aliénés sur un nouvel examen de ses médecins.

Ce contrôle est inutile puisque le malade a déjà été examiné par la justice; il est, de plus, fâcheux, puisqu'il peut mettre l'autorité administrative en contradiction avec l'autorité judiciaire d'autant plus qu'il peut arriver que l'asile où il est conduit ignore les faits judiciaires qui le concernent, (les pièces qui ont trait au malade ne le suivant pas toujours avec toute la régularité désirable) et le rende à la liberté quand son accès de folie paraît passé, le laissant ainsi libre de commettre de nouveaux crimes ou délits (1).

(1) Commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans la législation relative aux aliénés (1871). Déposition du D^r Motet.

Il faudrait conférer à l'autorité judiciaire, au cas d'acquittal ou de non lieu, le placement d'office et la libération, puisque l'acte qui a été commis tombe sous le coup de la loi répressive : il ne faut pas que son auteur soit rendu à la liberté autrement que par l'autorité judiciaire dont relève le fait qu'il a commis (1).

Quant aux individus qui deviennent aliénés après leur crime ou délit, on les envoie aussi dans les asiles, où, sauf à Gaillon qui comporte un quartier spécial, ils sont mêlés aux autres aliénés ; pratique mauvaise et dangereuse au premier chef, car elle est funeste aux autres aliénés qui ne peuvent manquer d'en recevoir une impression pénible sinon un exemple périlleux par l'impunité de celui qui vient partager leur existence (2). Ce danger d'autres Etats, l'Angleterre et les Etats-Unis entre autres, ont su l'éviter par la création d'asiles spéciaux.

Cependant, il faut le reconnaître, tous les médecins ne pensent pas comme ceux dont nous venons de rapporter l'opinion. Le docteur Falret déclarait devant la commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans la législation relative aux aliénés, que l'aliéné qui, ayant commis un crime ou un délit, est acquitté, n'étant pas un criminel, mais

(1) Id. Déposition du docteur Blanche.

(2) Id. Déposition du docteur Dagonet.

un malade, l'immixtion de l'autorité judiciaire pour son placement ou pour sa sortie, serait un abus : le médecin seul, ou tout au plus la commission permanente, devrait décider de son internement et de sa mise en liberté quand l'aliéné lui paraîtrait suffisamment guéri. (1)

Nous ne pouvons nous ranger à cet avis, la justice, qui vient de relaxer l'aliéné pour cause d'innocence, ne pouvant être exposée à voir son jugement infirmé peut-être dès le lendemain par la décision d'un médecin ou d'une commission administrative.

Cette question des aliénés criminels et des criminels aliénés n'a pas échappé aux réformateurs de la loi de 1838 : le texte de loi adopté par le Sénat lui consacre une section entière, la section III.

Voici l'idée qui se dégage de ses dispositions, idée basée surtout sur les enquêtes médico-légales dont nous avons parlé à ce sujet :

Les condamnés qui, au cours de leur peine, seraient atteints d'épilepsie ou d'aliénation mentale, état constaté par le médecin de l'établissement pénitentiaire, *pourraient être* (MM. Reinach et Lafont disent « *seraient* ») après avis du médecin inspecteur du département, « conduits dans des quartiers spéciaux annexés à des établissements

(1) Id. Déposition du docteur Falret.

pénitentiaires et y être retenus jusqu'à leur guérison ou jusqu'à l'expiration de leur peine. »

Mais cette mesure ne serait applicable qu'aux individus condamnés à des peines afflictives et infamantes ou à des peines correctionnelles de plus d'un an d'emprisonnement. (article 36).

« Les autres condamnés aliénés, ajoutent MM. Reinach et Lafont seront dirigés sur l'asile départemental en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur. »

Pour les *aliénés criminels*, (inculpé ayant bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non lieu, prévenu ou accusé acquitté en police correctionnelle, cour d'assises, ou conseil de guerre) ils seraient, pour leur internement, soumis à l'autorité judiciaire. « L'ordonnance, le jugement ou l'arrêt prononçant le non lieu ou l'acquittement, et en cas de verdict de non culpabilité, la Cour d'assises par un arrêt spécial, renvoie l'inculpé, le prévenu ou l'accusé devant le tribunal en Chambre du Conseil qui statue comme il est dit au paragraphe 2 de l'article 19 », c'est-à-dire comme pour les placements ordinaires.

En attendant la décision du tribunal, l'aliéné ou l'individu présumé tel, serait placé dans les quartiers d'observation ou dans l'établissement du médecin chargé de l'expertise.

On le voit, cette réforme serait la consécration

des vœux formés par les médecins dont nous avons rapporté les dépositions à la commission de 1871.

D'ailleurs cet internement ne serait ordonné que si le malade, acquitté ou bénéficiant d'une ordonnance de non lieu, paraissait devoir compromettre par son état mental la sécurité, la décence ou la tranquillité publiques ou sa propre sûreté; de plus, de nouvelles vérifications pourraient être faites, si elles étaient jugées nécessaires. (Article 37).

Mais ces *aliénés criminels* ne seraient pas confondus dans les asiles avec les autres malades; il y aurait des asiles spéciaux, construits ou appropriés par l'Etat, où pourraient être aussi conduits :

a) Les aliénés qui, placés dans un asile, y auraient commis un acte qualifié, crime ou délit contre les personnes.

b) Les condamnés à une peine correctionnelle de moins d'un an d'emprisonnement qui deviendraient aliénés pendant la durée de leur peine.

c) Les condamnés reconnus aliénés, qui auraient purgé leur peine, mais que le ministre de l'Intérieur jugerait dangereux de remettre en liberté ou de placer dans l'asile de leur département (article 38).

Mais les aliénés pourraient cependant, si le médecin traitant le jugeait possible, et si le Comité supérieur ne s'y opposait pas, être transférés dans l'asile de leur département.

De même que pour l'internement, l'autorité judi-

ciaire aurait, à l'exclusion de l'autorité administrative excepté pour les condamnés ayant achevé de purger leur peine, plein pouvoir pour ordonner la sortie sur la déclaration du médecin traitant que l'interné est guéri et n'est plus susceptible de rechûte, et sur l'avis du médecin inspecteur; la Chambre du Conseil en rejetant la demande, pourrait décider qu'elle ne serait pas renouvelable avant un an, délai maximum.

Les sorties ainsi accordées ne seraient pas irrévocables; le tribunal pourrait même les subordonner à une surveillance, qui amènerait au premier symptôme de rechûte, la réintégration immédiate dans l'asile. (Article 39).

Certaines personnes, le docteur Gallard et M. Joseph Lefort, pensent qu'une simple assimilation à un autre cas prévu par le code pénal serait suffisante pour régler cette question des criminels aliénés (1).

Leur idée aurait été d'assimiler « l'aliéné inconscient à l'enfant qui a agi sans discernement » ; l'aliéné, acquitté ou bénéficiant d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, en vertu de l'article 64 du code pénal (2), serait conduit dans un asile pour

(1) Th. Roussel. Révision de la loi sur les aliénés. Note 52 sur l'article 39.

(2) « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ». (Code Pénal, art. 64).

y être gardé jusqu'à son entier rétablissement, de même que l'accusé de moins de 16 ans, acquitté pour avoir agi sans discernement peut être conduit dans une maison de correction.

Cette proposition, partant d'un principe fort juste, pèche cependant par son manque de précision ; le projet du Sénat, dont l'idée est absolument identique, est beaucoup plus complet et pourvoit à tous les cas qui peuvent se présenter *aliénés-criminels, criminels-aliénés, juridiction à qui appartiendrait le droit d'internement et de mise en liberté, désignation des asiles propres à la garde de ces aliénés*, ce que ne fait pas le projet dont MM. Gallard et Lefort ont formulé les principes.

En résumé, le projet du Sénat réaliserait une réforme demandée depuis longtemps à la condition des aliénés criminels, en remettant leur sort à la décision de l'autorité judiciaire subordonnée à l'expertise médicale et cette intervention de la justice dans les placements d'aliénés criminels s'expliquerait d'autant mieux qu'une double raison viendrait la justifier :

1° Tout d'abord le fait même que l'aliéné inculpé se trouve sous le coup d'une poursuite judiciaire, dont la justice peut seule le décharger, ce qu'elle ne devrait pouvoir faire qu'en pouvant aussi prendre, par l'internement du malade, toutes les précau-

tions nécessaires pour sauvegarder la sécurité publique.

2° De plus l'idée générale du projet de loi tout entier qui fait passer dans les mains de l'autorité judiciaire le pouvoir d'ordonner ou de maintenir les placements d'aliénés, idée qui trouve, même aux yeux de ceux qui n'en sont pas partisans pour tous les cas, sa justification dans les placements d'aliénés criminels plus que dans les placements ordinaires.

TITRE III

Condition juridique des aliénés placés
dans les établissements publics ou privés.

CHAPITRE I

**Des aliénés interdits ou pourvus d'un Conseil
judiciaire**

§ I. — *Recherches historiques sur la condition
des aliénés.*

Dans les titres précédents qui constituent, en quelque sorte, la première partie de notre travail, nous avons examiné les établissements d'aliénés en eux-mêmes, et les questions relatives au placement des malades dans ces sortes d'établissements ; nous allons, maintenant, étudier les aliénés qui y sont soignés, mais au point de vue de leur propre état, de leur condition, de leur capacité juridique.

Il importe tout d'abord de rappeler par un court exposé historique, quelles modifications a subies

cette condition des aliénés depuis les erreurs du moyen âge sur le véritable caractère de l'aliénation mentale jusqu'au régime actuel.

Nous avons vu, comment, au moyen âge les fous étaient considérés non comme malades, mais comme possédés et démoniaques ; nous avons examiné à quel traitement ils étaient soumis, ou plutôt condamnés ; il nous reste à rechercher quelle était alors, à proprement parler, leur condition juridique.

De la curatelle Romaine à notre interdiction, dans l'évolution qu'a suivie cette théorie au moyen âge, et même jusqu'à la Révolution, nous voyons que l'idée dominante est non pas la protection de l'aliéné, mais une défiance qui se traduit par des mesures de garantie de la société contre lui.

Dans les coutumes, c'est l'influence du droit Romain qui apparaît ; la seule mesure protectrice en faveur du fou, le défenseur qui soutenait en justice ses intérêts litigieux, cède la place à une doctrine plus large : cette doctrine, éparse dans les divers coutumiers, semble se préciser au ^{xv}^e siècle ; une nouvelle idée apparaît qui étend aux fous l'interdiction réservée à Rome aux dissipateurs ; mais cette interdiction n'est pas absolue ; elle comporte alors des degrés, une sorte de demi-interdiction ou de conseil : aucune mesure de publicité n'est d'ailleurs ordonnée. Pour la première fois, au ^{xvii}^e siècle cette idée de publicité fait son apparition : le code

Michaud (1629) décide que les sentences d'interdiction seront, à l'avenir, rendues publiques par un affichage au greffe.

Nous avons dit que cette interdiction ne présentait pas un caractère rigoureusement absolu : il y avait en effet des degrés, depuis l'individu à qui on ne refusait que le droit de plaider sans l'assistance d'un conseil spécial jusqu'à celui dont la fortune et même la personne étaient confiées à un curateur, comme sous la loi Romaine. Mais, en l'absence d'interdiction totale ou partielle, le droit commun était la capacité de l'aliéné comme de toute autre personne, sauf à celui qui voulait faire annuler ses actes à prouver le vice de son consentement.

On pouvait attendre de la Révolution et du droit intermédiaire de grandes réformes à cet état de choses : il n'en fut rien et nous avons vu que les quelques mesures édictées pendant cette période n'avaient d'autre but que d'assurer la sécurité publique contre les fous qui pouvaient la menacer.

Le code civil lui-même n'a pas comblé les lacunes de la législation antérieure ; s'il a réglé l'état et la capacité des interdits et des personnes pourvues d'un conseil judiciaire, le code est resté muet au sujet des aliénés qui ne sont soumis à aucune de ces mesures, même quand leur maladie force à les interner dans les établissements d'aliénés.

La loi du 30 juin 1838 a réglé cette situation.

en leur assurant le bienfait de ses dispositions. A-t-elle rempli jusqu'au bout ses obligations ? c'est ce que nous aurons à examiner dans notre chapitre II.

§ II. — *Des aliénés interdits.*

Pour cette classe d'aliénés, la question est nettement définie et rigoureusement résolue : leur condition est réglée par le titre onzième du Code Civil (articles 489 à 513), les articles 890 à 898 du Code Civil et la Loi du 16 mars 1893. Aussi ne nous étendrons nous pas longuement sur ce sujet, réservant une étude plus approfondie pour la matière difficile et délicate des aliénés enfermés dans un établissement sans avoir été l'objet d'aucune mesure de protection (interdiction ou conseil judiciaire).

Le Code Civil (article 489) déclare que « le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur doit être interdit même lorsque cet état présente des intervalles lucides. » C'est donc une mesure très rigoureuse dans son application puisque elle n'admet pas la preuve d'un intervalle lucide où l'individu qui y est soumis puisse agir valablement en personne ; les articles suivants (490 et 491), en nous indiquant qu'elle peut être demandée par tout parent et le conjoint, qu'en outre

elle doit l'être par le Procureur de la République en cas de « fureur », que ce magistrat peut aussi la provoquer en cas de démente ou d'imbécillité à défaut de conjoint ou de parents connus, nous montrent bien que le code a voulu créer là une mesure tout à la fois de protection pour l'aliéné et de garantie pour la sécurité publique. Nous ne croyons pas, d'ailleurs, que le malade ait le droit, dans un intervalle lucide, de demander lui-même sa propre interdiction : l'énumération de l'article 490 est en effet limitative. C'est une omission regrettable.

L'interdiction est prononcée par le tribunal en audience publique, après avis du conseil de famille et interrogatoire, sans publicité, de l'aliéné en présence du Procureur de la République. De ce conseil de famille dont l'avis est ainsi exigé, sont exclues les personnes qui ont introduit la demande.

« Après le premier interrogatoire, le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur. » article 497.

Cet administrateur, responsable mais non soumis à l'hypothèque légale, n'est pas, à son entrée en fonctions, tenu de faire inventaire. Ses pouvoirs sont des pouvoirs de pure et simple administration; mais la jurisprudence est unanime à reconnaître que le jugement qui nomme cet administrateur provisoire, peut étendre ses pouvoirs.

Le jugement d'interdiction doit être entouré de toutes les mesures de publicité exigées par le code civil et la loi du 16 mars 1893, (affichage dans l'auditoire du tribunal et les études des notaires de l'arrondissement et inscription sur un registre spécial au tribunal du lieu de naissance de l'interdit), car l'interdiction a son effet du jour du jugement, et ses effets sont très rigoureux : les actes passés par l'interdit depuis ce jour sont nuls de droit. Cependant, si la cour d'appel infirme le jugement du tribunal, l'appelant n'aura jamais été interdit et ses actes, même ceux qui auraient été passés depuis le jugement du tribunal de première instance resteront valables. Les actes de l'interdit ne sont d'ailleurs pas inexistants, s'ils l'étaient, tout intéressé pourrait en invoquer la nullité, tandis que, seuls, l'interdit ou ses représentants ont ce droit.

Mais, il est, en cette matière, une anomalie qui devrait frapper un réformateur du code civil comme elle a frappé les réformateurs de la loi de 1838 : c'est le point de départ du délai de l'action en nullité. Telle qu'elle est, cependant, et malgré son anomalie, cette question ne semble devoir laisser place à aucun doute.

Le Code Civil (article 1304) assigne à cette action une durée de dix années, dont il fixe le point de départ au jour où l'interdiction est levée. A côté de

cette disposition du code, la loi du 30 juin 1838, dans son article 39, fait courir ce délai du jour où l'aliéné non interdit a eu connaissance de son acte soit par signification, soit autrement après sa sortie de l'établissement. Certains auteurs ont prétendu que cette disposition particulière devait être appliquée à l'aliéné interdit; mais ce serait là conclure du particulier au général, prendre comme règle ce qui n'est qu'une exception, ce qui n'est pas admis dans notre droit, même lorsque l'exception est plus équitable que la règle : l'article 39 vise un cas particulier, et nous ne pouvons l'étendre à l'encontre du texte formel du code civil en son article 1304. Sans doute, c'est une fâcheuse lacune : la prescription peut ainsi courir sans qu'il s'en doute contre celui dont l'interdiction est levée, sans qu'il se doute même de l'acte si cet acte a été passé par lui dans un moment de délire; dans ce cas, il ne lui reste que la ressource d'invoquer le défaut absolu de consentement, l'inexistence de l'acte; mais la preuve en sera souvent difficile.

En résumé, l'article 1304 du code civil est critiquable mais formel; nous devons donc nous en tenir à ses termes : *dura lex, sed lex*.

Quant aux actes antérieurs à l'interdiction, voici ce que décide l'article 503 : leur nullité ne peut être invoquée par l'interdit ou ses représentants que « si la cause de l'interdiction existait notoirement à

l'époque où ces actes ont été faits. » C'est une question d'appréciation laissée au juge. Si l'aliéné meurt après que son interdiction a été prononcée ou même seulement provoquée, ces actes pourront être attaqués pour cause de démence ; dans le cas contraire, ces actes ne pourront être attaqués qu'autant que la preuve de la démence résultera de ces actes eux-mêmes.

Cependant l'article 504 ne s'applique pas aux donations et testaments : ces actes peuvent être attaqués pour cause d'insanité d'esprit quoique l'interdiction du donateur ou du testateur n'ait été ni prononcée ni provoquée avant sa mort (article 901).

L'interdiction cesse quand la mainlevée en est accordée : cette mainlevée peut être demandée par l'aliéné lui-même. Elle est soumise aux mêmes formes que pour obtenir l'interdiction, tant pour l'instruction et le jugement que pour la publicité de cette décision. (Nouvel article 897 du code de procédure civile).

Le mari est de droit tuteur de sa femme interdite. En tout autre cas, la nomination d'un tuteur à l'interdit se fait « suivant les règles prescrites au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation » par le conseil de famille qui pourra nommer la femme tutrice du mari interdit et réglera la forme et les conditions de son administration sauf recours de la femme devant les tribunaux. « L'administrateur

provisoire cessera ses fonctions et rendra compte au tuteur s'il ne l'est pas lui-même » (article 505).

En ce qui touche la personne et les biens de l'interdit, le code civil déclare applicables les lois faites pour le mineur ; néanmoins le tuteur ne doit pas essayer de faire des économies sur les revenus de l'interdit qui doivent être employés à « adoucir son sort et à accélérer sa guérison. »

Nous verrons dans la suite que, lorsque l'aliéné enfermé dans un établissement spécial n'est pas interdit, il peut se présenter de graves difficultés, pour la constitution d'une dot aux enfants de cet aliéné et que, pour sortir de ces difficultés, le seul moyen est souvent de provoquer l'interdiction, car l'article 511 du code civil a tranché nettement cette question pour le mariage de l'enfant d'un interdit en donnant au conseil de famille le droit de régler, avec l'homologation du tribunal, la dot ou l'avancement d'hoirie et les autres conventions matrimoniales.

§ III. — *Des aliénés pourvus d'un conseil judiciaire.*

Le tribunal, s'il estime que l'individu dont on demande l'interdiction ne présente pas les caractères habituels d'imbécillité, de démence ou de fureur suffisants pour qu'elle soit prononcée, peut

cependant lui donner un conseil judiciaire sans lequel « il ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier ni en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même jugement » (article 499). Cette mesure qui rappelle l'ancienne demi-interdiction, ne produit pas d'effets dans le passé et n'empêche pas celui qui en est frappé d'agir en personne; il peut même, malgré la défense de plaider seul, défendre à une demande en interdiction, ou interjeter appel sans l'assistance de son conseil du jugement qui l'a prononcée. (1). Enfin son incapacité est limitée aux actes énumérés par l'article 499 : caractères spéciaux à cette mesure et qui constituent des différences importantes avec l'interdiction.

En dehors des actes énumérés par l'article 499 du code civil, l'aliéné pourvu d'un conseil judiciaire conserve sa capacité et, pour faire annuler les actes passés par lui qui ne rentrent pas dans cette énumération, il faudra prouver sa démence au moment de l'acte.

D'ailleurs ce cas d'un aliéné pourvu d'un conseil judiciaire est nécessairement fort rare et ne peut se présenter que par l'aggravation de son état mental survenue après la dation du conseil judiciaire.

(1) Cass. 15 mars 1858; 2 décembre 1885; 22 décembre 1891.

CHAPITRE II

Des individus non interdits, non pourvus d'un conseil judiciaire, placés dans les établissements d'aliénés.

SECTION I

Régime actuel.

Si la condition des interdits est nettement définie par le code civil, celle des individus qui n'ont pas été l'objet de cette mesure de protection est plus compliquée et en même temps moins complètement réglée par la loi du 30 juin 1838, qui a assumé cette lourde tâche : nous verrons en effet que cette loi, si elle prend soin de garantir (à peu près tout au moins) la gestion des biens des aliénés placés dans les établissements publics, est tout à fait insuffisante au point de vue de ceux qui sont traités dans les asiles privés. Pour rendre plus clair l'exposé des dispositions de la loi, nous allons en diviser l'étude en deux paragraphes : dans le premier nous étudierons l'incapacité résultant des textes généraux de notre droit

aussi bien que de la loi de 1838; dans le second nous verrons les mesures de protection que cette loi a édictées, en dehors de l'interdiction et du conseil judiciaire, en faveur des aliénés placés dans les établissements spéciaux.

§ I. — *Incapacité générale des aliénés.*

A. *Valeur des actes faits par un aliéné.* — L'acte fait par un aliéné dans un moment de délire est-il valable? Évidemment non : c'est de ce principe que découlent en même temps l'incapacité de cet aliéné et la nécessité d'un système de protection qui permette d'assurer l'exercice de ses droits.

Nous avons vu, pour l'interdit, que les actes passés antérieurement à l'interdiction peuvent être annulés si les causes de l'interdiction existaient notoirement à cette époque; mais ici, le cas n'est plus le même; nous rentrons dans le domaine du droit commun : pour que l'acte fait par l'individu non interdit avant son entrée dans l'établissement d'aliénés puisse être annulé, il faut prouver qu'il a été accompli dans un moment de démence.

Mais, si nous considérons maintenant l'individu après son entrée dans l'asile, les causes qui ont paru assez graves pour provoquer son internement, semblent fournir une présomption suffisante pour entacher de nullité les actes que le malade va dorénavant accomplir; eh bien non ! le législateur de 1838 a ad-

mis que ces actes sont annulables mais non nuls de droit, sans que d'ailleurs il y ait de distinction à faire entre les actes à titre gratuit et les actes à titre onéreux (1). L'aliéné ou ses représentants, pour en obtenir la nullité, doivent donc prouver encore qu'au moment où cet acte a été fait, le malade était en état de démence, preuve qui, a dit la commission de la chambre des pairs, est plus facile que celle de la santé d'esprit.

Cette raison est-elle suffisante? moins bonne encore est celle que l'on a cru devoir y ajouter; l'entrée de l'aliéné dans l'établissement s'opère, dit-on, d'une façon « presque secrète, il conserve et il est présumé pour les tiers conserver la jouissance de ses droits civils dont l'exercice est seulement suspendu par suite des nécessités de sa position. Ainsi, les tiers qui ont contracté avec lui ont pu agir de bonne foi; d'ailleurs les actes qu'il a faits peuvent être raisonnables et avoir été faits pendant un intervalle lucide. » (2).

Voilà, nous semble-t-il, une grave erreur; sans doute la loi de 1838 n'a pas entouré l'entrée de l'aliéné dans un asile des mesures de publicité désirables pour les tiers, et cela, dans un esprit de bienveillance pour le malade lui-même et sa fa-

(1) Aubry et Rau. Cours de droit civil. t. I § 127 bis.

(2) Dalloz. J. G. Aliénés.

mille; mais les tiers, s'ils sont de bonne foi, sont aussi singulièrement naïfs ou négligents quand ils ignorent l'état et l'internement de l'individu avec lequel ils contractent, pendant qu'il est dans un asile d'aliénés.

Les actes faits par le malade, ajoute-t-on, peuvent être raisonnables et avoir été faits pendant un intervalle lucide; d'accord, mais l'interdit, malgré son état habituel de démence, ne peut-il, lui aussi, avoir un intervalle lucide? Et pourtant l'acte accompli par lui à ce moment, ne sera-t-il pas nul? Cette mesure est donc mauvaise : d'autant plus qu'elle amène forcément des débats pénibles et délicats sur cette preuve de la démence qu'il faut fournir : de plus, ceux-mêmes qui la défendent sont forcés de reconnaître « l'influence nécessaire de l'état de séquestration de l'aliéné sur l'esprit du juge, dans l'appréciation des preuves de la démence à l'instant où l'acte a été passé (1). »

Enfin, la suite de l'article 39 de la loi de 1838 ne fait qu'accentuer cette présomption de démence de l'individu enfermé, puisque, nous allons le voir, la loi de 1838 ne fait courir la prescription de l'action en nullité que du jour qu'elle détermine *après la sortie de l'établissement* de la personne enfermée.

(1) Dalloz, J. G. Aliénés.

B. *Prescription de l'action en nullité.* — En revanche, l'article 39 de la loi de 1838 nous apporte, dans la suite de son texte, des dispositions, contraires encore à celles qui régissent la matière de l'interdiction, mais qui, par leur valeur, mériteraient de lui être aussi appliquées. En effet, nous dit cet article 39 « les dix ans de l'action en nullité courront, à l'égard de la personne retenue qui aura souscrit les actes, à dater de la signification qui lui en aura été faite, ou de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés », grave dérogation à l'article 1304 du code civil qui, pour l'interdit, fixe le point de départ du délai de dix ans au jour où l'interdiction est levée : la situation de l'aliéné non interdit se trouve donc meilleure que celle de l'interdit, puisque celui-ci pourra laisser prescrire l'action en nullité d'un acte dont il ignore l'existence si l'acte a été passé dans un moment de complète démence.

Mais, il ne faut pas exagérer cette différence : en effet, si l'acte passé par l'interdit a été exécuté, celui-ci ne manquera pas d'en avoir connaissance lorsqu'il reprendra l'administration de ses biens; l'acte, au contraire, n'a-t-il pas exécuté? il pourra toujours opposer à la demande d'exécution une exception perpétuelle (si toutefois l'on admet l'adage : *quæ temporalia ad agendum, perpetua*

sunt ad excipiendum) (1). D'ailleurs, à défaut de signification, la connaissance que la personne retenue aura eue de l'acte après sa sortie de l'établissement pourra être prouvée comme un fait pur et simple, c'est-à-dire par la preuve testimoniale.

A l'égard des héritiers de l'aliéné, les dix ans de l'action en nullité courent à dater de la signification qui leur en aura été faite, ou de la connaissance qu'ils en auront eue depuis la mort de leur auteur. Lorsque les dix ans auront commencé à courir, contre celui-ci, ils continueront de courir contre les héritiers (article 39.)

Mais il peut se faire que l'aliéné sorte de la maison où il était soigné, avant sa complète guérison et que le bénéficiaire de l'acte profite de cette situation pour lui faire la signification qui doit donner un libre cours à la prescription de l'action en nullité : dans ce cas, cette prescription tomberait sur la seule preuve de la fraude.

C. *Droits de famille*. — Sous cette rubrique nous allons examiner successivement les conséquences de l'aliénation mentale au triple point de vue du mariage, de la puissance maritale et de la puissance paternelle ;

I. Le mariage de l'aliéné enfermé dans un asile est certainement valable s'il a été contracté dans un

(1) Aubry et Rau. Cours de droit civil, t. I, § 127.

intervalle lucide, et les conventions matrimoniales faites par lui sont également valables s'il n'est pas interdit; nous rentrons absolument dans le domaine de l'article 39 et malheureusement dans la partie la plus regrettable de ses dispositions : comment peut-on autoriser un semblable mariage?

L'individu ainsi enfermé peut sans doute avoir des intervalles lucides; mais, si l'on veut faire annuler ce mariage, ce sera le demandeur à l'action en nullité qui devra prouver la démence; cette preuve sera particulièrement délicate : car, s'il peut arriver que la lucidité revienne complètement par certains intervalles, elle peut aussi ne revenir que d'une façon fort incomplète, apparente et trompeuse même pour les gens les plus compétents. Outre ce danger, ne faut-il pas envisager les terribles conséquences héréditaires d'une union ainsi consommée?

L'opposition au mariage, seul remède apporté par la loi à ces dispositions, ne peut-être formée que par un ascendant, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germains (code civil article 174); et encore cette opposition ne peut être maintenue que si l'opposant provoque l'interdiction et y fait statuer dans le délai fixé par le jugement.

L'aliénation mentale n'est pas une cause de divorce, de séparation de corps ou de biens si elle

n'amène avec elle aucune des conditions exigées pour leur obtention et dont elle peut d'ailleurs être souvent la cause.

II. La puissance maritale n'est pas *à priori* enlevée au mari aliéné ; nous allons voir différentes hypothèses où cette disposition produit les effets les plus fâcheux.

1° *La femme de l'aliéné non interdit placé dans un asile peut-elle constituer à l'enfant du mariage une dot sur les biens de la communauté ?* — Le siège de cette question se trouve dans les articles 1426 et 1427 du code civil que nous croyons utile de reproduire ici avant de la discuter :

« Les actes faits par la femme sans le consentement du mari et même avec l'autorisation de la justice n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce. » (article 1426).

« La femme ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté ; même pour tirer son mari de prison ou pour l'établissement de ses enfants en cas d'absence du mari qu'après y avoir été autorisée par justice. » (article 1427).

Voilà donc une règle nettement posée par l'article 1426 et immédiatement suivie de trois exceptions énoncées dans le même article et dans l'article 1427. Cet article 1427 doit-il, comme exception

au droit commun, être interprété restrictivement? Doit-il, au contraire, être considéré comme ne contenant qu'une citation à titre d'exemple, une énumération non limitative des dérogations à ce droit commun? C'est là une question dont la solution doit trancher en même temps la controverse qui nous occupe.

Quelques auteurs, Demolombe entre autres, sont pour l'interprétation large de ce texte : le mot « même » dont se sert l'article 1427, nous disent-ils, indique bien que l'énonciation contenue dans cet article n'est pas limitative; le texte est d'ailleurs assez mal rédigé, et son obscurité doit être interprétée dans le sens le plus favorable aux intérêts de la société, c'est-à-dire dans le sens le plus large. N'est-ce pas ici le cas d'étendre l'interprétation du texte? Comment doter l'enfant, si la mère n'en a pas le pouvoir? Deux moyens se présentent, mais tous deux fort mauvais : tout d'abord on peut attendre un intervalle lucide du mari; mais une constitution de dot ainsi faite pourra être attaquée plus tard et annulée si le père ou ses représentants prouvent que la lucidité d'esprit n'était pas entière à ce moment là. Ce serait donc là un grave préjudice causé à l'enfant lui-même et à son conjoint. L'autre moyen consisterait à provoquer l'interdiction du mari, pour pouvoir profiter des dispositions de l'article 511, qui permet

au conseil de famille de régler la dot et les conventions matrimoniales de l'enfant de l'interdit, avec l'homologation du tribunal. Mais, outre sa lenteur cette ressource n'est pas suffisante, les familles hésitent souvent à provoquer l'interdiction d'un de leurs membres aliénés, interdiction dont la publicité porte un tort considérable à tous les autres membres. Elles reculeront, au préjudice de l'enfant, devant cette mesure.

Pour remédier à toutes ces déficiences d'un système adverse, les défenseurs de l'opinion que nous venons d'exposer affirment que l'article 1427 embrasse tous les cas où, le mari ne pouvant pas pourvoir à l'établissement de ses enfants, la loi n'y a pas suppléé par des dispositions spéciales, comme elle l'a fait au cas d'interdiction.

D'ailleurs, pourrait-on ajouter, la jurisprudence a donné à notre article l'interprétation la plus large. Le tribunal de Bourges, dans un jugement du 13 février 1830, a décidé que la femme pouvait être autorisée par justice à vendre, en cas d'absence du mari, des biens dépendant de la communauté pour une cause autre que celles que prévoit l'article 1427, dans le cas particulier pour éviter les frais d'expropriation d'un immeuble saisi.

La chambre du Conseil du Tribunal civil de la Seine a, le 16 juin 1893, autorisé une femme, dont le mari non interdit était placé dans un asile

d'aliénés, à constituer en dot à sa fille différents biens de communauté, et cela, en s'appuyant dans sa décision sur la forme non limitative de l'article 1427.

L'année suivante, le 16 juin 1894, elle se déclarait compétente dans un cas analogue pour autoriser la femme à défaut du mari; mais elle allait plus loin encore et décidait d'appliquer par analogie, non seulement l'article 1427 mais encore les règles suivies au cas d'interdiction.

L'opinion que nous venons d'examiner, bien qu'elle soit soutenue par cette jurisprudence, ne nous semble pas devoir être adoptée. Sans doute un texte obscur doit être pris dans le sens le plus raisonnable et le plus pratique, mais notre article 1427 est-il véritablement si obscur? L'article 1426 est formel dans son texte et les trois exceptions à lui apportées d'abord par lui-même, puis par l'article 1427 sont de droit strict et, comme telles, doivent être interprétées restrictivement. D'ailleurs un bon moyen de connaître, en cas de doute, le véritable sens d'un texte obscur, est de se reporter à l'époque où il a été discuté et voté : or Duveyrier l'a dit catégoriquement dans son discours au tribunal, les exceptions apportées au texte de l'article 1426 sont absolument limitatives et ne peuvent être étendues à des cas présentant avec elles plus ou moins d'analogie.

C'est sans doute une défectuosité du code; la loi de 1838 n'y ayant pas porté remède, nous ne sommes pourtant pas acculés dans une impasse; nous avons vu les deux moyens légaux d'en sortir: attendre un intervalle lucide serait peut-être fort long et en tous cas hasardeux; mais il nous reste comme ressource suprême l'interdiction. Sans doute, il est pénible pour une famille d'annoncer ainsi à tout le monde, par la publicité de l'interdiction, qu'un de ses membres est atteint d'aliénation mentale, mais encore n'est-ce peut-être pas au point de vue social un si grave inconvénient. Il est désirable à ce point de vue que l'état et la capacité réels des personnes ne soient pas dissimulés et le mariage des enfants d'aliénés ne doit être favorisé qu'avec une extrême réserve.

Les textes sont formels d'ailleurs, et des considérations d'ordre domestique et privé ne doivent pas nous empêcher de nous y rapporter scrupuleusement et de décider que la femme de l'aliéné non interdit ne peut pas constituer à l'enfant du mariage une dot sur les biens de la communauté, même avec l'autorisation de justice : elle doit ou attendre un intervalle lucide du mari pour obtenir son autorisation, ou bien provoquer l'interdiction de celui-ci.

2° *La femme de l'aliéné non interdit peut-elle être habilitée à constituer sur dot sur ses biens personnels ?* — Nous allons successivement examiner les divers régimes matrimoniaux :

a) La femme *commune en biens* d'un aliéné non interdit placé dans un établissement spécial peut-elle être autorisée par la justice à constituer aux enfants du mariage une dot sur ses biens personnels ?

Reprenant la discussion de l'article 1427 du code civil, et nous appuyant sur l'article 1413 du même code, nous devons, d'accord avec la doctrine (1), décider que si la femme a constitué une dot sur ses biens propres, la constitution n'en sera valable que sur la nue-propriété de ses biens personnels, puisque, seul, le mari aurait le droit de disposer de l'usufruit qui tombe en communauté.

b). Lorsque les époux sont mariés sous le régime *exclusif de la communauté*, l'article 1535 nous permet de dire que la femme peut, à défaut du mari, être autorisée par justice à constituer ses biens en dot aux enfants du mariage.

c) La femme *séparée de biens* contractuellement contribue, sauf convention contraire, aux charges du mariage jusqu'à concurrence du tiers de ses

(1) Baudry-Lacantinerie, liv. 3 § IV.

revenus. Elle a la libre administration de ses biens, peut aliéner son mobilier; quant à ses immeubles, elle ne peut les aliéner sans le consentement spécial de son mari ou à son refus, sans être autorisée par la justice (1). Cette hypothèse n'offre donc pas de difficulté : le cas où le mari aliéné est incapable de manifester sa volonté peut être évidemment assimilé à celui où il refuse son consentement (2); la femme de l'aliéné non interdit pourra doter ses enfants avec l'autorisation de la justice : il en serait de même pour la femme dont la séparation de biens aurait été prononcée par la justice.

d) Sous le *régime dotal*, la femme peut « avec l'autorisation du mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leurs enfants communs. » (article 1556). Les termes mêmes de cet article, par leur comparaison avec ceux de l'article 1555 qui permet à la femme de se faire autoriser par justice à doter ses enfants d'un mariage antérieur, lui refusent absolument ce droit quand il s'agit d'enfants communs. Mais ici, pourrait-on dire, nous ne sommes plus dans la même espèce : il n'y a pas de refus du mari, il y a impossibilité de sa part de manifester sa volonté. Ne devrait-on pas, appliquant par analogie l'article 222 qui vise l'interdic-

(1) Code civil — articles 1536, 1537, 1538.

(2) Code civil — article 149.

tion et l'absence, suppléer au défaut d'autorisation maritale par l'autorisation de justice ? Nous ne croyons pas que la chose soit possible. Nous ne pouvons dans un régime aussi rigoureux que le régime dotal, étendre une exception stricte comme celle de l'article 222, à des cas qu'il n'a pas prévus, quelles que soient les raisons d'équité qui nous poussent à cette solution ! Nous sommes obligés cette fois encore de dire qu'il faut que l'on attende un intervalle lucide ou que l'on provoque l'interdiction.

Ici encore nous sommes en désaccord avec la jurisprudence du Tribunal civil de la Seine ; dans l'hypothèse qui nous occupe, il a admis une solution contraire à la nôtre. (1).

Mais, si la femme veut constituer une dot à des enfants communs, elle peut, faute du consentement de son mari, aliéner ses biens paraphernaux avec l'autorisation de justice (article 1576).

Si la femme ne peut aliéner ses biens dotaux sans le consentement du mari pour l'établissement des enfants du mariage, nous devons en tirer cette conséquence que la femme ne peut pas davantage hypothéquer ses biens dotaux en garantie de la constitution de dot qu'elle aurait faite sur ses biens paraphernaux (l'article 1554 assimilant absolument la constitution d'hypothèque à une aliénation).

1. Tribunal civil de la Seine statuant en Chambre du conseil, 2 mai 1879.

III.—Quand à la puissance paternelle « si l'un des deux époux est mort, ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit » pour autoriser le mariage de l'enfant (article 149); par conséquent, si l'un des époux aliéné non interdit ne peut manifester son consentement, celui de l'autre suffit : mais la preuve de l'admission dans l'asile n'est pas suffisante, il faut encore prouver la démence qui empêche le malade de manifester sa volonté au moment du mariage.

D. — *Droits politiques.* — Nous n'insisterons pas sur ce sujet réglé par un décret du 2 février 1852 suspendant le droit de vote pour les aliénés enfermés dans les établissements publics. Cette disposition doit-elle être étendue aux malades placés dans les asiles privés ? il n'y a aucune autre raison de faire une distinction entre ces deux sortes d'établissements, que la précision des termes du décret. Cependant, cette précision l'impose d'autant plus qu'il s'agit d'une déchéance. La loi du 21 novembre 1872 frappe de même les aliénés placés dans les établissements publics seulement, de l'incapacité d'être jurés. Ces questions n'ont, d'ailleurs, qu'une importance très relative, et peu pratique, l'interné ne pouvant faire usage de son droit tant que durera son internement.

§ II. — *Mesures de protection
des aliénés non interdits.*

Nous venons d'étudier l'incapacité de l'aliéné non interdit ; nous allons examiner maintenant si la loi du 30 juin 1838 a su organiser un système de protection suffisant pour que ni l'aliéné ni sa famille ne voient leurs intérêts pécuniaires compromis par son internement.

La loi de 1838, dans la section IV de son titre II, désigne un certain nombre de personnes chargées de veiller au soin de la personne et des biens de l'aliéné enfermé :

- Un administrateur provisoire ;
- Un mandataire spécial *ad litem* ;
- Un notaire dans certains cas ;
- Un curateur à la personne ;
- Et le procureur de la République.

A. — *Administrateur provisoire*]

a) il y a deux sortes d'administrateurs provisoires, l'administrateur légal et l'administrateur datif :

Légal, dans les asiles publics, où il est nommé par la commission de surveillance parmi ses membres (loi du 30 juin 1838, article 31).

Datif, dans les asiles privés toujours, et quelque-

fois dans les asiles publics ; dans les deux cas, il est nommé par le tribunal (article 32). Il faut noter dès maintenant que, si la loi de 1838, impose un administrateur provisoire aux individus placés dans les établissements publics, elle n'étend pas sa protection d'une façon aussi complète à ceux qui sont placés dans les établissements privés ; pour ceux-ci, en effet, elle n'a pas créé d'administration légale, et par conséquent obligatoire ; elle laisse aux personnes qu'elle désigne dans son article 32, le soin de faire nommer un administrateur par le tribunal : il y a là une grave lacune qu'une législation nouvelle devra s'appliquer à réformer par des moyens que nous verrons plus tard.

D'ailleurs, même dans les asiles publics, les parents, le conjoint, la commission de surveillance elle-même ou le procureur de la République (article 32) peuvent faire nommer à l'aliéné non interdit un administrateur légal dans les mêmes formes que pour les individus placés dans les asiles privés, c'est-à-dire :

Par le tribunal civil du domicile de l'aliéné, statuant en chambre du conseil, conformément à l'article 497 du code civil, après interrogatoire du malade, et délibération du conseil de famille et sur les conclusions du procureur de la République : la décision ainsi rendue n'est pas susceptible d'appel.

« Les dispositions du code civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou les destitutions des tuteurs sont applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal (article 34 de la loi du 30 juin 1838).

Si l'individu a été placé d'office, si sa famille est inconnue, ici comme dans la procédure d'interdiction, comment réunir un conseil de famille ? La loi ne prévoit pas cette difficulté. Il faut sous peine de priver l'aliéné de la protection à laquelle il a droit lui appliquer par analogie les règles édictées par le code civil au chapitre de la tutelle et prescrivant la réunion par le juge de paix de « citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur » Pour nous la légalité de cette solution reste fort douteuse ; il faut pourtant s'y rallier en attendant une modification de la loi.

L'aliéné non interdit peut-il demander lui-même la nomination d'un administrateur provisoire ? Certains auteurs, Demolombe entre autres, assimilent ce cas à celui de la nomination d'un curateur à la personne. Ainsi que nous le verrons plus loin, le malade peut lui-même demander qu'il lui soit donné un curateur (article 38) ; il est évident que l'aliéné aurait tout avantage à pouvoir aussi provoquer cette nomination d'administrateur, surtout dans les asiles privés où l'administration légale

n'est pas organisée; mais, aucun texte ne nous permet d'adopter cette solution.

Une autre considération nous en détourne : les parents de l'aliéné ont, en général, tout avantage à lui faire donner un administrateur, pour sauvegarder leurs intérêts particuliers; au contraire, cela est rare heureusement mais peut arriver, les héritiers présomptifs peuvent, dans un but coupable, abandonner le malade aux seuls soins réglementaires qui sont toujours donnés à tous dans les asiles d'aliénés sans chercher par la surveillance d'un curateur à les lui assurer plus vigilants et plus propres à amener son soulagement et sa guérison : c'est pour cela que la loi de 1838 autorise l'aliéné à demander lui-même la nomination d'un curateur à sa personne, et n'en lui accorde pas la même faculté pour l'administration de ses biens (1).

Nous devons cependant reconnaître que notre solution n'est pas sans danger pour l'aliéné : si ses parents ne prennent pas l'initiative de lui faire donner un administrateur, comme lui-même ne peut le faire, ses biens resteront peut-être dans l'abandon ou pourront être dilapidés par les siens : le directeur de l'asile privé où il est soigné ne recevant plus le prix de la pension, n'est pas forcé de

(1) Aubry et Rau, Cours de droit civil.

conserver le malade chez lui : le malade se trouvera donc transféré d'un asile privé où le nombre des pensionnaires et les conditions particulières de fortune dans lesquelles il peut être, lui assureraient tout le bien être et le confortable possibles en un asile public où il ne pourra recevoir les mêmes soins. Ainsi finira d'ailleurs l'état d'abandon de ses biens puisque, par son entrée dans un asile public, il se trouvera pourvu d'un administrateur légal et pourra même l'être d'un administrateur datif sur la demande de la commission de surveillance.

Si la loi n'a pas étendu l'administration légale à l'aliéné non interdit placé dans un établissement privé, ce n'est pas un oubli de sa part, c'est de parti pris et après une longue discussion où les arguments fournis en faveur du texte adopté ne sont pas tous d'égale valeur; voici celui sur lequel un de ses défenseurs les plus acharnés, M. Girod de l'Ain a fondé son opinion : si l'aliéné, a-t-il dit, a des biens importants, ses parents ne manqueront pas de faire nommer un administrateur par le tribunal; s'il n'a que peu de fortune, à quoi bon leur imposer cette lourde dépense; mais il nous semble que ce sont justement ces petites fortunes qu'il importe surtout de protéger; et les frais de cette protection seront supportés par elles et non par les parents qui en auront pris l'initiative.

Il peut arriver qu'avant son entrée dans l'asile l'individu qui y est soigné, ait, en pleine connaissance de cause, donné à un tiers mandat de gérer tous ses biens. Doit-on, comme le prétend M. Demolombe, en référer au tribunal qui, d'après l'état actuel de l'aliéné, maintiendra ou supprimera les fonctions de ce mandataire? Doit-on, au contraire s'en rapporter à l'assimilation que l'on a faite à l'absent de l'aliéné qui a pourvu à l'administration de ses biens? (1).

Nous croyons que le mandat étant valable le mandataire reste en fonctions, et si les personnes désignées en l'article 32, provoquent la nomination d'un administrateur judiciaire, le tribunal ainsi saisi examinera si le mandataire remplit ses fonctions au mieux des intérêts de l'aliéné; ou s'il convient conformément à l'article 32 de la loi de 1838, de le remplacer par un administrateur provisoire ou peut être encore de l'investir lui-même de cette qualité.

b) Fonctions de l'administrateur provisoire. — Ce n'est qu'un administrateur et, par conséquent, il ne peut accomplir que des actes d'administration (art. 31); nous aurons à examiner si certains actes sortant de la pure administration peuvent être vala-

(1) M. Vivien, dans son rapport sur la loi de 1838, a soutenu cette opinion.

blement accomplis par lui. L'article 31 de la loi de 1838 nous énumère les fonctions de cet administrateur provisoire :

Recouvrement des créances, paiement des dettes, baux d'une durée maxima de trois ans, vente du mobilier en vertu d'une autorisation spéciale du président du tribunal civil, représentation de l'aliéné dans les partages et liquidations.

1° Recouvrement des créances. — Si un débiteur ne paie pas sa dette, l'administrateur ne pourra le poursuivre que s'il est muni d'un titre exécutoire; sinon, il doit provoquer la nomination d'un mandataire spécial *ad litem*; l'argent provenant du paiement de ces créances, comme aussi le prix du mobilier vendu, est versé directement dans la caisse de l'établissement s'il s'agit d'un administrateur légal : ce sera donc le receveur qui en sera responsable vis-à-vis des intéressés et ceux-ci auront comme garantie un privilège sur le cautionnement de ce fonctionnaire. Si l'administrateur était datif, il recouvrerait les sommes sur sa quittance et la restitution en serait garantie par l'hypothèque que le tribunal peut constituer et que le procureur de la République doit dans la quinzaine du jugement faire inscrire sur les biens de l'administrateur judiciaire. (art. 34 loi 1838.)

Cet argent sera employé tout d'abord au profit de la personne placée, c'est-à-dire affecté au prix

de la pension à payer et à toutes les dépenses destinées à « adoucir son sort et accélérer sa guérison ». Le reste doit être affecté à ses charges de famille et à l'acquittement de son passif.

2^o Aliénation des valeurs mobilières. — Pour l'aliénation de ces valeurs, une loi nouvelle, du 27 février 1880 (1), assimile complètement l'administrateur provisoire au tuteur du mineur et de l'interdit : il ne peut aliéner les « rentes, actions, parts d'intérêts, obligations et autres meubles incorporels quelconques » sans l'autorisation de la commission de surveillance de l'établissement public qui, à l'égard de l'administrateur légal, jouera le rôle de conseil de famille; quant à l'administrateur datif, nous croyons que la loi de 1880 laisse au conseil de famille le pouvoir d'autoriser les aliénations de valeurs mobilières.

Le conseil de famille, ou la commission de surveillance, prescrit les mesures qu'il juge utile. De plus, si la valeur des meubles incorporels à aliéner dépasse 1,500 francs, l'autorisation elle-même doit être soumise à l'homologation du tribunal, statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu; sa décision est sans appel. Mentionnons

(1) Loi relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et à la conversion des mêmes valeurs en titres au porteur.

encore les articles 3 et 5 de cette loi qui règlent la mode d'aliénation (par agent de change au cours moyen du jour pour les valeurs négociables à la bourse) et l'obligation pour l'administrateur de convertir dans les trois mois les titres au porteur en titres nominatifs.

Mais l'article 7 de la loi du 27 février 1880 fait ressortir clairement un défaut de la législation actuelle des aliénés. Il impose pour le mineur et l'interdit le devoir au subrogé tuteur de surveiller l'accomplissement des formalités prescrites et de provoquer la réunion du conseil de famille, juge des actes accomplis par le tuteur ; mais pour l'aliéné majeur non interdit, cette garantie n'existe pas : ce n'est pas le curateur à la personne qui peut tenir lieu de subrogé tuteur ; d'abord sa nomination n'est pas nécessaire, en outre la loi de 1838, nous le verrons, ne lui donne que des devoirs de surveillance sur la personne de l'aliéné et sur l'emploi de ses revenus mais non pas sur l'administration de ses biens. Par conséquent, ici encore, grave lacune dans la législation actuelle.

3° Inventaires, partages, liquidation. — L'administrateur provisoire a qualité pour représenter l'aliéné dans les inventaires, comptes, partages, liquidations ayant pour objet des successions acceptées par l'aliéné avant la nomination de l'administrateur. Mais pourrait-il prendre parti pour l'aliéné

dans une succession échue depuis l'internement?

Il n'a que les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi de 1838, pouvoirs de pure administration où ne peut entrer le droit de renoncer à une succession ou de l'accepter même sous bénéfice d'inventaire. C'est d'ailleurs dans ce sens que sont fixées, avec juste raison, nous semble-t-il la jurisprudence (1) et la doctrine (2).

On soutient cependant qu'à la différence de l'administrateur provisoire qui peut être nommé à l'aliéné placé dans un établissement privé, l'administrateur provisoire désigné parmi les membres de la commission de surveillance des établissements publics pour gérer les biens d'un individu qui y est placé (art. 31) peut agir, plaider, accepter une succession ou bien y renoncer au nom de son administré, en remplissant les formalités imposées aux tuteurs.

Pour soutenir cette opinion, on se fonde sur des paroles prononcées par le rapporteur de la commission chargée de l'examen de notre loi à la Chambre des Pairs.

(1) Cour de Caen, 15 novembre 1870.

Tribunal de Castelnaudary, 23 août 1875.

Cour de Montpellier, 26 juillet 1875.

(2) Demolombe, tome 2, n° 838.

Duvergier, collection des lois, tome 38, page 519.

Durrieu et Roche, n° 102.

Dalloz, J. G. Aliénés.

Aubry et Rau, Cours de droit civil.

Cette théorie nous semble inadmissible : nous avons vu que la loi de 1838 ne fait pas entrer un droit semblable dans les pouvoirs qu'elle confère à l'administrateur provisoire; fait-elle une différence entre les deux sortes d'administrateurs provisoires? aucune. Les règles qu'elle édicte leur sont communes, et c'est précisément à propos des administrateurs délégués des commissions de surveillance qu'elle définit leurs pouvoirs.

Serait-il admissible que les commissions de surveillance, qui auraient ainsi des pouvoirs analogues à ceux des tuteurs, pussent se décharger du soin des intérêts de l'aliéné en lui faisant nommer un administrateur pris hors d'elles, si cet administrateur nouveau n'avait pour représenter l'aliéné qu'une capacité moins étendue?

La loi ne l'a certainement pas voulu et son intention évidente, celle qui résulte de son texte même, a été d'assimiler complètement les deux sortes d'administration provisoire, légale ou dative : d'ailleurs, dans l'opinion que nous combattons, on est forcé de reconnaître que le mandataire *ad litem* dont l'article 33 prescrit la nomination sans distinction entre les deux sortes d'administration provisoire, serait une véritable superfétation à côté de cet administrateur-tuteur ayant le droit de plaider pour l'aliéné.

Ce sont toutes ces raisons qui nous font rejeter absolument une telle doctrine soutenue cependant,

il faut le reconnaître, par la jurisprudence du Tribunal de la Seine. D'ailleurs la solution que nous adoptons ne nous conduit pas à une impasse : on peut toujours provoquer l'interdiction de l'aliéné placé dans un asile, et le tuteur ainsi nommé pourra répudier la succession ou l'accepter sous bénéfice d'inventaire avec l'autorisation préalable du conseil de famille (article 461 du code civil); il pourra de même plaider, transiger, etc... suivant les règles prescrites par le code civil aux titres de la minorité et de l'interdiction. Pour ester en justice, il ne sera même pas nécessaire d'avoir recours à cette mesure : la loi de 1838, prévoyant ce cas, autorise la nomination d'un mandataire spécial *ad litem* qui pourra, d'ailleurs être l'administrateur provisoire lui-même.

, c) *A qui doivent être adressées les significations à faire à la personne placée?* — Il faut distinguer si l'aliéné est placé dans un établissement privé et muni d'un administrateur provisoire datif, ou bien s'il est placé dans un établissement public et muni d'un administrateur provisoire légal, cas auquel nous devons assimiler celui où l'aliéné n'a d'administrateur ni légal ni datif.

Pour le premier cas, les significations doivent être faites à l'administrateur nommé par le tribunal; (article 35 de la loi de 1838) celles qui seraient faites au domicile de l'interné pourraient être annulées sui-

vant les circonstances de bonne ou de mauvaise foi des tiers qui ont pu ignorer la nomination de l'administrateur faite sans aucune publicité (article 35) Une exception est apportée à cette règle par le dernier paragraphe de notre article pour les protêts qui devant être faits dans les vingt-quatre heures de l'échéance (Code de commerce — article 173), doivent toujours être signifiés au domicile de l'aliéné, car le porteur n'aurait pas le temps de se renseigner sur l'état du débiteur et le domicile de son administrateur. Le législateur a voulu avant tout éviter de porter atteinte au crédit des valeurs à ordre et sortir d'une difficulté où l'intérêt d'une des deux parties devait être nécessairement sacrifié.

Dans le cas où l'aliéné a un administrateur légal, ou n'en a aucun, les significations doivent toujours être faites au domicile de l'aliéné. l'article 35 ne visant que le cas où l'administrateur a été nommé par jugement.

d) *Garantie accordée à l'aliéné sur les biens de son administrateur provisoire.* — Cette garantie consiste en une hypothèque qui, différant en cela de celle du mineur et de l'interdit, n'est pas légale, mais peut être accordée par le tribunal sur la demande du procureur de la République ou des parties intéressées. Il s'agit ici bien entendu de l'administrateur datif; car, pour l'aliéné muni d'un administrateur légal, nous avons vu qu'un privilège

lui est accordé sur le cautionnement du receveur de l'établissement, seul comptable de ses deniers.

La loi de 1838 a voulu éviter de porter inutilement une atteinte trop forte au crédit des personnes désignées pour être administrateurs provisoires des biens des aliénés : c'est dans cette idée qu'elle a chargé les tribunaux, s'ils constituent cette hypothèque, soit générale soit spéciale, d'en limiter en même temps l'importance et l'étendue, et qu'elle en subordonne l'effet à la nécessité de l'inscription que le Procureur de la République devra requérir.

C'est encore dans la même idée que, rendant les receveurs des asiles publics seuls responsables des fonds de l'aliéné, privilégié avant tous autres sur leur cautionnement, elle exonère l'administrateur légal de cette responsabilité.

L'hypothèque générale ou spéciale dont nous venons de parler peut être inscrite par les soins des parents et amis de l'aliéné aussi bien que par le procureur de la République, qui, lui, a le devoir de le faire dans le délai de quinzaine. Mais, si elle n'a pas été accordée dans le jugement qui nomme l'administrateur, pourra-t-elle l'être par un jugement ultérieur ? Les mots « en même temps », précisés par l'article 34 de la loi du 30 juin 1838, semblent bien imposer une réponse négative.

L'hypothèque de l'article 34 ne date que du jour de l'inscription.

e) *Comment prennent fin les pouvoirs de l'administrateur provisoire?* — Les pouvoirs cessent toujours lorsque l'aliéné sort de l'établissement où il était placé ; autrement si l'administrateur est datif, ses pouvoirs expirent au bout de trois ans, mais ils sont renouvelables, mesure de garantie contre une immixtion trop grande dans les affaires de l'aliéné : il n'est pas d'ailleurs forcé de conserver ses fonctions.

Pour l'administrateur légal, c'est la commission de surveillance qui désigne elle-même tous les ans celui de ses membres qui doit remplir cette fonction.

En outre, les dispositions du code civil sur les destitutions de tuteurs sont applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal (article 34, inconduite notoire, incapacité, infidélité.)

B. — *Mandataire ad litem.*

Nous avons vu que, si l'administrateur provisoire n'a pas qualité pour représenter en justice l'aliéné dont il gère les biens, il peut, du moins, demander au tribunal qu'il soit nommé un mandataire spécial soit pour défendre à une action intentée contre le malade avant ou pendant son internement, soit, mais seulement en cas d'urgence, pour engager au nom de celui-ci une action mobilière ou immobilière.

Le procureur de la République a aussi le droit de provoquer d'office la nomination d'un mandataire *ad litem*, qui peut être l'administrateur provisoire lui-même (article 33).

Cette disposition ne porte d'ailleurs aucune atteinte au droit pour la personne placée d'intenter elle-même une action dans un intervalle lucide (1).

En cas de demande en interdiction contre l'aliéné, cette action ayant un rapport direct avec la personne du malade, il nous semble que l'on doit écarter l'idée d'un mandataire *ad litem* le représentant (2), sans que l'on puisse se prévaloir en sens contraire des intérêts de la défense, puisque l'interdiction est une mesure de protection et que les juges ne sont qu'ainsi véritablement à même de faire bonne justice.

En cas de demande en paiement d'une pension alimentaire, l'article 27 donne à l'administrateur des pouvoirs suffisants pour engager lui-même l'action.

Les dispositions de l'article 34, assimilant à certains points de vue limitativement déterminés (dispenses, incapacités, exclusions, destitutions) l'administrateur provisoire au tuteur de l'interdit, ne

(1) Cour de Cassation. — 25 janvier 1839.
id. 4 mai 1870.

(2). Nancy, 4 juillet 1860.
Caen 31 juillet 1870.

sont pas applicables au mandataire *ad litem* qui peut toujours refuser cette charge ou demander une indemnité.

C. — *Notaire.*

L'article 36 de la loi du 30 juin 1838 permet à la partie la plus diligente de requérir du président du tribunal la désignation d'un notaire pour représenter les aliénés non interdits dans les inventaires, comptes, partages et liquidations.

Le notaire ainsi commis n'a pas d'autres pouvoirs que ceux de l'administrateur provisoire dans un cas analogue : il ne peut donc, pas plus que lui, prendre parti dans une succession ouverte depuis l'internement de son client. La solution que nous donnons a été consacrée notamment par un jugement du tribunal de Rouen du 22 mars 1865. Il nous semblerait difficile d'assimiler le rôle du notaire dans ce cas à celui qu'il remplit dans les successions échues aux absents; d'ailleurs, dans le cas d'absence, le notaire commis pour représenter l'absent dans les inventaires, partages et liquidations, n'a pas plus de pouvoir pour prendre parti sur la succession ouverte que le notaire ou l'administrateur provisoire de l'aliéné non interdit : cette assimilation que l'on a voulu faire, n'est donc ni possible ni utile en l'espèce.

D. — *Procureur de la République.*

Nous avons vu les cas où le procureur de la République a le droit d'intervenir pour protéger l'aliéné non interdit placé dans un établissement spécial. Il a un droit d'initiative pour provoquer la nomination de l'administrateur provisoire datif, du mandataire *ad litem* et du curateur à la personne; pour demander que la gestion de l'administrateur soit garantie par une hypothèque; enfin il a le devoir de faire inscrire cette hypothèque dans la quinzaine du jugement.

Outre ces fonctions, l'article 40 de la loi du 30 juin 1838 décide que : « Le ministère public sera entendu dans toutes les affaires qui intéresseront les personnes placées dans un établissement d'aliénés, lors même qu'elles ne seraient pas interdites. » il a le devoir et non la simple faculté d'y conclure.

Ces affaires sont communicables.

E. — *Curateur à la personne.*

Nous avons examiné la protection accordée par la loi de 1838 aux biens de l'aliéné placé dans un établissement spécial : nous allons maintenant voir les mesures qu'elle a édictées pour sauvegarder sa personne et veiller à son traitement et à sa guérison. C'est le curateur à la personne qui a cette

mission. Le malade, un de ses parents, son époux, son épouse, un ami, le procureur de la République peuvent demander sa nomination au tribunal statuant en Chambre du Conseil, sans appel.

Le curateur à la personne doit veiller : « 1° à ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison ; 2° à ce que ledit individu soit rendu au libre exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permettra. » (article 38). L'administrateur provisoire peut être choisi parmi les héritiers présomptifs de l'aliéné ; le curateur à la personne, au contraire, ne peut être pris parmi eux. La loi n'a pas eu confiance dans ces héritiers qui peuvent faire passer leur intérêt particulier avant celui du malade en prolongeant son internement ou en négligeant de lui faire donner des soins qui, favorisant une guérison éventuelle, lui permettraient de disposer de ses biens à leur préjudice.

Si nous ne croyons pas que l'on doive étendre au curateur à la personne les incapacités prévues par les articles 444 à 449 du Code civil pour la tutelle, sous prétexte d'identité de motifs, nous pensons que ses fonctions ne peuvent pas davantage être cumulées avec celles d'administrateur provisoire : le curateur à la personne a, en quelque sorte, une mission de contrôle sur les actes de ce dernier, mission ni bien définie ni sanctionnée par la loi de 1838,

mais sur l'existence de laquelle les termes de l'article 38 ne laissent aucun doute. Il n'en serait pas de même pour les fonctions de mandataire *ad litem* qui n'ont aucune incompatibilité avec celles de curateur à la personne.

Voilà le système que la loi du 30 juin 1838 a édicté pour la protection des biens des aliénés non interdits : ce système est-il suffisant ? Nous ne le croyons pas, nous avons vu ses principaux défauts : d'abord cet abandon où la loi laisse de parti pris l'aliéné non interdit enfermé dans un établissement privé ; les pouvoirs de l'administrateur provisoire insuffisants pour l'exercice de beaucoup de droits dont la jouissance même se trouve ainsi enlevée à l'aliéné non interdit (constitution de dot par exemple) ; trop grande diversité des personnes chargées de ses intérêts pécuniaires et personnels (administrateur provisoire, mandataire *ad litem*, notaire, curateur à la personne) sans que d'ailleurs aucun d'entre eux puisse se prévaloir d'une mission de contrôle et de surveillance bien définie sur les autres ; ce contrôle et cette surveillance dévolus, et encore très vaguement au procureur de la République dont le nombre et la diversité des fonctions ne lui permettent pas d'exercer celle-ci avec toute l'attention et la rigueur désirables : tels sont les principaux reproches que l'on peut faire à cette par-

tie de la loi de 1838 qui règle actuellement la condition des aliénés non interdits placés et soignés dans les établissements spéciaux.

Le projet de loi voté au Sénat, celui qui a été soumis à la Chambre des députés par MM. Reinach et Lafont, apportent-ils à ce système toutes les réformes désirables ; c'est ce que nous allons examiner maintenant.

SECTION II

Réformes proposées.

§ 1 *Curateur-administrateur provisoire légal.*

Le projet de la loi voté au Sénat a eu pour principal objectif, de ne pas laisser à l'abandon la fortune de l'individu placé dans un établissement privé d'aliénés. L'article 10 de ce projet rend obligatoire la nomination d'un curateur à la personne ; ce curateur serait désigné par le ministre de l'intérieur sur une liste dressée par le tribunal civil du chef-lieu du département. (1) Ce curateur, outre les fonctions

(1) Voir plus haut : Surveillance du service des aliénés, titre I chapitre III, section II

spéciales à lui dévolues pour la protection de la personne de l'aliéné, exercerait aussi les fonctions d'administrateur tant que le conseil de famille ou le tribunal n'auraient pas pourvu à la nomination d'un véritable administrateur. (article 51 du projet)

MM. Reinach et Lafont, dans le projet qu'ils ont soumis à la chambre ont donné à ce curateur le seul nom qui lui convienne « administrateur provisoire », puisque, provisoirement, il remplit les mêmes fonctions que remplira l'administrateur qui sera nommé par le conseil de famille ou le tribunal.

Si l'aliéné était une femme mariée, son mari serait de droit l'administrateur légal de ses biens ; si c'était, au contraire le mari qui était interné, la femme pourrait être autorisée par le juge des référés à faire certains actes d'administration déterminés par celui-ci.

Mais cette administration serait-elle accordée de plein droit au mari séparé de biens d'avec sa femme, contractuellement ou judiciairement ? Le texte du projet de loi semble bien le dire puisqu'il n'apporte pas de dérogation à la règle qu'il pose : cette solution serait, d'ailleurs, contraire à tous les principes généraux de notre droit (incommutabilité des conventions matrimoniales) ; elle serait de plus contraire à la raison : comment admettre que l'internement de la femme puisse ainsi, alors que cette femme est devenue impuissante à

surveiller et à gérer sa fortune en remettre la direction aux mains d'un mari que l'on avait trouvé incapable ou indigne de l'administrer auparavant; sans doute, les parents dont parle l'article 55 du projet auraient le droit de provoquer la nomination d'un administrateur datif ou judiciaire; mais ils pourraient aussi, de connivence avec le mari ou par simple insouciance, lui laisser cette administration, sacrifiant ainsi les intérêts de la malade; il y aurait là, si on admettait le système général de la nouvelle loi, un point faible qu'il faudrait faire disparaître par une disposition spéciale. (1)

Les pouvoirs du curateur administrateur provisoire seraient ceux que la loi de 1838 accorde à l'administrateur provisoire, mais étendus sur certains points.

1° La durée des baux qu'il pourrait passer serait portée à neuf années, mais ces longs baux seraient soumis à l'autorisation de la commission de surveillance;

2° Il pourrait, avec l'autorisation de cette commission et sur un avis favorable du médecin traitant, aliéner les biens meubles et même immeubles

(1) La Cour de Cassation, par un arrêt du 25 novembre 1857 a décidé qu'en cas de séparation de corps, la tutelle d'une femme interdite n'appartient pas de plein droit à son mari malgré les termes formels de l'article 506 du code civil : « Le mari est, de droit, le tuteur de sa femme interdite. »

de l'individu placé, d'une valeur inférieure à 1,500 francs en capital; si la commission de surveillance estimait leur valeur supérieure à cette somme, l'homologation du tribunal sur conclusions du procureur de la République deviendrait nécessaire et la vente des immeubles devrait être faite aux enchères publiques soit à l'audience des criées, soit devant un notaire commis (art. 51).

3° Le curateur administrateur provisoire aurait le droit, avec l'autorisation du conseil de famille, d'accepter ou de répudier les successions échues à l'aliéné; il ne nous semble pas, d'ailleurs, qu'une controverse puisse s'élever sur le point de savoir à quelles successions s'appliquerait cette disposition de l'article 51. La généralité des termes de cet article permet d'y comprendre aussi bien les successions ouvertes avant le placement et qui n'ont pas été appréhendées que celles qui s'ouvriraient après.

Mais une autre question se pose, plus délicate : celle de savoir si ces successions pourraient être acceptées purement et simplement ou seulement sous bénéfice d'inventaire : les termes mêmes de l'article 51 *in fine* sembleraient trancher ce différend dans le sens de la liberté absolue d'acceptation, si l'esprit et les motifs de la nouvelle loi ne tendaient, au contraire, à appliquer ici les dispositions de l'art. 461 du code civil : cet article limite la faculté d'acceptation donnée au tuteur du mineur et

de l'interdit, autorisé par le Conseil de famille, par la garantie du bénéfice d'inventaire : cette question serait une matière féconde en controverses, et il importe que le législateur apporte à ces paragraphes une modification nécessaire.

4° Le curateur administrateur provisoire aurait de plus tous les pouvoirs du mandataire *ad litem*.

5° L'article 54 du projet voté par le Sénat, visant le cas où l'aliéné est « commerçant ou engagé dans une exploitation industrielle ou agricole », laisse au président du tribunal la faculté de conserver à son conjoint ou à son associé la direction de ses affaires sauf à fournir à l'administrateur « au moins une fois par an un état sur la situation financière de l'entreprise ».

Cette réforme serait excellente : on comprend en effet quelles suites désastreuses pourrait avoir, pour une grande maison de banque ou de commerce, la nomination d'un administrateur, rendant publique la maladie peut-être momentanée de son chef : le crédit de la maison fortement ébranlé, peut-être ruiné et la ruine de ce crédit entraînant avec elle celle du malheureux aliéné et de tous ceux qui ont des intérêts dans cette maison.

6° En outre, réforme importante et très équitable, le projet de loi organise un système de surveillance de la gestion de l'administrateur provisoire légal, par l'obligation qu'elle lui impose de

soumettre au procureur de la République un état de la situation financière de l'aliéné, d'abord dans le mois qui suit l'année écoulée, depuis l'internement et ensuite une fois tous les ans (article 53). Mais ce système de contrôle excellent en principe serait-il toujours bien efficace? Il nous est permis d'en douter : il est vrai que ce ne serait là qu'un état provisoire ne devant pas se prolonger, mais devant au contraire faire place à une autre forme d'administration; cependant la mesure n'est pas encore suffisante, car il pourrait fort bien se faire que cette première administration provisoire se prolongeât indéfiniment. Il serait bon de la compléter en organisant la vérification de ces situations périodiques; ce serait rendre plus pratique et par conséquent plus utile le droit conféré à certaines personnes par l'article 55 du projet de loi, de provoquer le remplacement du curateur-administrateur provisoire par un administrateur datif ou judiciaire.

§ II. — *Administrateur.*

1° Si l'aliéné avait des descendants, des ascendants, des frères ou sœurs, oncles ou tantes, ou s'il était marié, les parents ci-dessus désignés et le conjoint pourraient demander au conseil de famille la nomination d'un administrateur aux biens de l'aliéné; à défaut de ces personnes, tout autre pa-

rent pourrait provoquer cette nomination qui serait même à la rigueur faite d'office.

De plus un parent, le conjoint ou l'associé pourrait demander, après délibération du conseil de famille, au tribunal, statuant en chambre du conseil, de nommer un administrateur judiciaire aux biens de l'aliéné : le curateur-administrateur provisoire et le procureur de la République pourraient également faire cette demande, mais dans cette dernière hypothèse, la délibération préliminaire du conseil de famille cesserait d'être obligatoire.

2° A côté de cet administrateur, le curateur-administrateur provisoire resterait comme une sorte de subrogé-tuteur, en effet, outre les fonctions que lui confère l'article 10 du projet, fonctions relatives à la personne (1), l'article 56 étend sa surveillance à la gestion même des biens en imposant à l'administrateur datif ou judiciaire l'obligation de lui remettre un état de fortune de son administré : d'abord dans le mois de son entrée en fonctions, ensuite une fois tous les ans.

De plus le curateur pourrait provoquer la réunion du conseil de famille toutes les fois qu'il le

(1) Le curateur doit veiller :

1° A ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison.

A ce que l'aliéné soit rendu à l'exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permet (projet de loi, article 10 § 3.)

jugerait utile et faire appel devant le tribunal « contre le tuteur, le mari, l'administrateur datif ou judiciaire, de toute mesure ordonnée ou autorisée par le conseil de famille qui lui paraîtrait de nature à nuire aux intérêts de l'aliéné. » (article 56 *in fine*)

L'article 510 du code civil serait applicable aux aliénés placés dans les établissements spéciaux mais non interdits (emploi des revenus au traitement du malade, pouvoir laissé au conseil de famille de régler la mode de traitement).

MM. Reinach et Lafont restreignent dans leur projet les pouvoirs donnés au curateur par le texte adopté au Sénat : ce serait, d'après eux, au conseil de famille que l'administrateur, tuteur ou mari devrait remettre un état de fortune de l'aliéné. Serait-ce là une amélioration au texte du Sénat ? Nous ne le croyons pas : outre que la réunion trop fréquente des conseils de famille peut amener de sérieuses difficultés, la pratique nous montre que ces conseils de famille ne sont en général composés que de mandataires auxquels les intérêts de l'administré sont souvent indifférents.

Les attributions partagées sont d'ordinaire négligées, mieux vaut, ce me semble, le contrôle au premier degré du curateur qui aurait toujours le droit de réunir le conseil de famille.

3° Les pouvoirs de l'administrateur datif ou

judiciaire seraient d'après le projet adopté par le Sénat les mêmes que ceux du tuteur du mineur ou de l'interdit; ses charges seraient aussi les mêmes à l'exception de l'hypothèque légale. Les règles du code civil relatives à la minorité et à l'interdiction (dispenses, incapacités, destitutions, administration des biens, comptes), seraient applicables à ce nouveau mode d'administration. — La question de la dot à constituer à l'enfant commun, question que nous avons examinée plus haut (titre III, chapitre II, section I, § I, 2°), et qui prête encore aujourd'hui matière à discussion, ne se poserait plus dans le nouveau système : ce cas serait assimilé complètement à celui de l'interdiction, l'article 56 du projet de loi étendant le champ d'application de l'article 511 du code civil à l'aliéné non interdit.

L'aliénation des valeurs mobilières resterait soumise à la loi du 27 février 1880.

4° Nous avons dit que l'assimilation entre l'interdit et l'aliéné simplement enfermé ne s'étend pas à l'hypothèque légale qui frappe les biens du tuteur : pourquoi cette différence? C'est que l'on ne voudrait pas augmenter le nombre des hypothèques légales et miner le crédit de l'administrateur datif ou judiciaire; d'ailleurs la loi ne priverait pas l'aliéné ni sa famille, de toute garantie contre cet administrateur; en effet :

a) Le jugement qui nommerait l'administrateur

judiciaire pourrait, sur la demande des parties intéressées ou du Procureur de la République, constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

b) Le conseil de famille pourrait demander également la constitution d'une semblable hypothèque sur les biens de l'administrateur datif soit dans la délibération contenant sa nomination, soit postérieurement : la délibération serait transmise par le Juge de Paix au Procureur de la République qui la soumettrait à la Chambre du Conseil du Tribunal civil; le Procureur de la République devrait, en outre, dans la quinzaine de la décision du Tribunal, et après acceptation par l'administrateur de ses fonctions, faire inscrire cette hypothèque (article 57).

5° Les significations devraient toujours être faites au représentant de l'aliéné (tuteur, curateur, administrateur) ; cependant elles devraient en outre être faites à l'aliéné lui-même dans les cas de :

Instances en interdiction, divorce, séparation de corps ou de biens, désaveu de paternité, maintenue du placement, sortie de l'établissement (article 58), ces actions se rapportant en partie ou totalement à la personne de l'individu qui en est l'objet. Le curateur interviendrait de droit dans ces cas particuliers.

L'exercice de l'action en séparation de corps ou de biens appartiendrait au représentant de l'aliéné en vertu d'un mandat exprès du conseil de famille, ou, à son défaut du tribunal.

6° L'article 59 règle la cessation des pouvoirs de la commission de surveillance, du curateur-administrateur provisoire, et de l'administrateur; il leur fixe comme terme la sortie de l'aliéné; en outre les pouvoirs de l'administrateur judiciaire cesseraient de plein droit après un délai de trois ans.

7° Enfin, l'article 60 du projet assimilerait les actes faits par l'aliéné non interdit pendant son internement à ceux des interdits, et leur appliquerait les articles 503 (et non 501, comme le dit le texte) et 1125 du code civil.

Les actes antérieurs à l'internement pourraient donc être annulés si la cause de cet internement existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits, sans qu'il soit nécessaire que le jugement qui annule ces actes constate expressément que les tiers avaient connaissance de cet état au moment où ils ont été passés. La nouvelle loi donnerait en outre, au point de vue de l'article 504 du code civil (valeur des actes vis-à-vis des ayant-cause de l'aliéné), les mêmes effets à l'internement qu'à la demande en interdiction.

CONCLUSION

Telle serait cette législation nouvelle, objet de tant de discussions, qui doit opérer une véritable révolution dans cette matière des asiles d'aliénés. Serait-ce une innovation très heureuse? Sans doute les idées qui l'ont guidée sont bonnes ; moins bons, peut-être en seraient les résultats; car nous l'avons vu à maintes reprises, le nouveau texte de loi laisse large place à la critique.

Que peut-on, en effet, reprocher au régime actuel des asiles d'aliénés? surtout son manque d'unité dans les diverses dispositions qui régissent cette matière; un texte serait nécessaire qui, mettant un terme à la controverse sur la personnalité civile de ces établissements, leur donnerait dans une forme indiscutable cette personnalité qu'on leur refuse généralement aujourd'hui. Ce qu'il faudrait, ce serait un système bien établi de surveillance des asiles d'aliénés, une surveillance divisée

entre personnes d'aptitudes diverses, médecins, magistrats, agents de l'autorité administrative, mais dont les fonctions seraient soigneusement définies et délimitées : le système que nous offre le projet de loi voté par le Sénat devrait être un peu allégé, un peu moins complexe, pour que sa simplicité même en assure le bon fonctionnement.

Quant aux placements faits dans les asiles, l'intervention de l'autorité judiciaire dans chaque placement comme garantie supérieure de la liberté individuelle, est-elle bien nécessaire ? Nous avons déjà dit qu'elle ne nous le paraissait pas surtout à cause des complications qu'un pareil système ne manquerait pas d'apporter.

Le recours judiciaire, ouvert aux parents et amis de l'aliéné, à cet aliéné lui-même sans aucune formalité, serait suffisant pour faire intervenir l'autorité judiciaire et faire ordonner soit une expertise, une enquête ou toute autre mesure d'instruction s'il en était besoin soit même la sortie immédiate ; mais le tribunal ne peut le plus souvent, sans crainte d'erreur dans des questions d'un ordre si particulier, statuer de lui-même *de plano* sans l'appui de la science, d'hommes de l'art, de médecins spéciaux. Cela est si vrai qu'un congrès international, où le nombre des magistrats égalait celui des médecins, émettait en 1889 un vœu tendant à la nécessité

d'une enquête médicale précédant l'interrogatoire de l'aliéné dans la procédure d'interdiction (1).

Le recours judiciaire largement ouvert serait donc, à notre avis, une manifestation suffisante de la protection toujours assurée du pouvoir judiciaire, sans que l'on ait besoin de le faire intervenir de prime abord et dans tous les cas.

C'est plutôt encore au point de vue de la condition juridique et de l'administration des biens de l'aliéné que le système actuel est insuffisant, et le projet de loi n'y remédierait que d'une manière incomplète, sauf pour l'administration provisoire des biens de la femme par le mari et pour l'acceptation ou la répudiation des successions par l'administrateur provisoire, pour ne citer que ces deux exemples, que pour la complication même de son mécanisme.

Le système adopté par le Sénat est, sans qu'il le dise ouvertement, une quasi interdiction; ne pourrait-on pas faire un pas de plus dans cette voie et rendre l'interdiction obligatoire avec sa publicité? Nous allons exposer comment nous entendrions un pareil système.

En parlant de la législation étrangère à propos du placement et du maintien des aliénés dans les asiles, j'ai signalé la loi particulière au canton de

(1). Congrès international de médecine légale tenu à Paris en 1889.

Genève du 25 mai 1895 comme réglant, de manière à satisfaire autant que possible aux exigences de cette triste situation, la condition juridique des aliénés, et je me suis promis d'y revenir à ce point de vue ; le moment est venu d'en rapporter l'économie.

La loi genevoise du 25 mai 1895 a d'abord le précieux mérite d'être d'une remarquable simplicité, ce qui la rend essentiellement pratique : en principe tout aliéné doit être interdit. Mais la rigueur de ce principe s'adoucit par l'application prudente et graduée qu'en fait la loi elle-même.

Pendant les trois premiers mois d'internement, temps d'observation et d'épreuve qui n'excède pas sensiblement la durée d'un voyage ou d'une maladie grave ordinaire : obligatoirement rien, faculté cependant aux parents et au conjoint, à leur défaut au procureur général, de requérir, en cas de besoin, du tribunal la nomination d'un administrateur provisoire aux biens de l'aliéné. Le tribunal statuera en Chambre du Conseil, le Ministère Public entendu.

Ces trois mois écoulés, si l'aliéné continue d'être interné, il est nécessairement pourvu d'un administrateur provisoire par le tribunal à la diligence des parents, du conjoint ou du Ministère public.

Deux ans après, si l'aliéné ne peut reprendre l'administration de ses biens, l'interdiction devra être provoquée. Le Procureur général est chargé de

la requérir si elle n'a été demandée par les personnes que le Code civil y autorise.

En attendant, art. 38. « L'administrateur provisoire fera tous les actes conservatoires des biens de l'aliéné et ceux de simple administration. *Pour tous les actes ne rentrant pas dans cette catégorie*, il devra se faire autoriser par le tribunal de première instance siégeant en Chambre du Conseil. »

Ainsi, il n'est aucun acte si grave qu'il soit qui ne puisse être fait pour l'aliéné si c'est un acte de bon père de famille, par l'administrateur sous le contrôle attentif ou plutôt avec l'autorisation préalable toujours éclairée du tribunal.

Voilà une loi qui me semble aussi excellente que simple et dont je serais heureux de voir nos législateurs s'inspirer dans la réforme de notre régime des aliénés.

Rien de plus facile, il me semble. Tout aliéné admis dans un asile public ou privé serait, comme le décide le projet voté par le Sénat pourvu d'un curateur administrateur provisoire qui pour la femme mariée, serait toujours le mari, sauf le cas de séparation de corps ou de biens. Cette administration provisoire à pouvoirs étendus (le curateur ne pouvant toutefois accepter les successions que sous bénéfice d'inventaire) pendant laquelle l'administrateur pourrait être habilité par

le tribunal à faire tous actes nécessaires excédant ses pouvoirs se continuerait pendant trois ans, temps plus que suffisant pour que, de l'avis des médecins les plus compétents, on puisse reconnaître si le malade est guérissable ou non. A l'expiration de ce délai et sur l'avis du médecin de l'asile, admettant ou non la possibilité d'une guérison, le curateur devrait demander au tribunal le renouvellement de ses fonctions ou l'interdiction de l'aliéné : le tribunal, statuant après expertise médicale, et après l'avis du conseil de famille et l'interrogatoire du malade que prescrit déjà la procédure ordonnée au chapitre de l'interdiction, rendrait sa sentence : si tout espoir de guérison prochaine devait être abandonné, l'interdiction serait prononcée; à défaut du curateur ou de toute autre personne autorisée le Procureur de la République porterait d'office la demande au tribunal.

Mais, pourrait-on nous dire, le jugement prononçant l'interdiction est entouré d'une publicité fâcheuse non seulement pour l'aliéné mais aussi pour sa famille : la présence d'un ascendant atteint d'une maladie mentale ; même, après lui, le simple souvenir de son interdiction peut nuire beaucoup à ses descendants pour leur établissement. En outre, la procédure de l'interdiction est coûteuse et la rendre obligatoire serait une mesure très rigoureuse. Enfin l'hypothèque légale, établie sur les biens des tuteurs, verrait son champ d'application

considérablement élargi par l'augmentation nécessaire du nombre des interdits et, partant, de celui des tuteurs : grave atteinte au crédit de la propriété immobilière.

De ces trois objections, la dernière seule serait fondée : mais il serait facile d'atténuer le tort que ferait au crédit général l'augmentation du nombre des hypothèques légales, en permettant pour l'interdiction, non seulement la restriction de l'hypothèque légale à certains immeubles déterminés, dans les termes du droit commun, (art. 2141 et suivants de Code Civil), mais le remplacement de cette hypothèque générale par une hypothèque spéciale comme celle dont la loi de 1838 et le projet de loi nous offrent un modèle : le tribunal en prononçant l'interdiction, déciderait jusqu'à concurrence de quelle somme serait établie cette hypothèque restreignant ainsi le chiffre comme l'étendue de l'hypothèque légale. Je voudrais même qu'il put admettre en remplacement de l'hypothèque d'autres garanties jugées équivalentes. (1)

(1) Dans cet ordre d'idée, la loi du grand Duché de Luxembourg du 20 juillet 1880 édicte que les membres des commissions de surveillance des établissements d'aliénés, délégués par ces commissions comme administrateurs provisoires, seront responsables de leur administration pour laquelle ils donneront des garanties *mobilières ou immobilières* à déterminer par le gouvernement.

Ce qui permet en outre de prendre des garanties vis-à-vis de ceux qui n'ayant pas d'immeubles échappent dans notre droit à l'hypothèque légale.

La procédure d'interdiction est peut-être coûteuse mais la fortune de l'aliéné doit supporter les charges nécessaires pour assurer sa conservation et l'assistance judiciaire est largement accordée à ceux qui la demandent.

A ceux enfin qui se plaindraient de la publicité qu'un pareil système donnerait à la maladie mentale de l'aliéné, nous pourrions facilement répondre. C'est justement cette publicité que nous recherchons pour éviter de commettre la même faute que le projet de loi qui établit une véritable interdiction occulte à côté de l'interdiction publique du code civil: sans doute, cette publicité serait fâcheuse pour l'aliéné et sa famille, mais elle est nécessaire à la société tout entière qui a besoins de ne pas être trompée sur la capacité de chacun.

L'intérêt particulier doit-il faire pencher la balance de son côté, quand, de l'autre côté, se place l'intérêt général? La science médicale nous dirait combien la terrible loi de l'hérédité doit peu nous encourager à favoriser, en autorisant la dissimulation de l'état des citoyens, les mariages d'aliénés, d'anciens aliénés ou de descendants d'aliénés. C'est peut-être une dure loi, mais le nombre toujours croissant des malheureux qui naissent portant en eux le germe du mal qui lesquette et les frappera sans pitié, doit nous

faire oublier l'intérêt de quelques-uns pour ne nous rappeler que l'intérêt supérieur de la société tout entière.

VU : *Le président de la thèse.*
TH. DUCROCQ.

VU : *Le doyen de la Faculté,*
E. GARSONNET

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

Paris. — Imprimerie FROUBLÉ, 7 bis, boulevard de Vaugirard.